



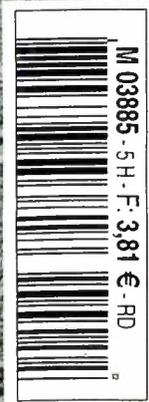
courant alternatif

Mensuel édité par l'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

HORS-SÉRIE N° 7 • 2^e TRIMESTRE 2002 • 3,81 €

Numéro spécial

L'AGRICULTURE, UN ENJEU MAJEUR DE NOTRE ÉPOQUE



M 03885 - S.H. F. 3,81 € - RD

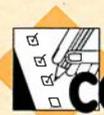


COMMENT FONCTIONNE « COURANT ALTERNATIF » (CA) ?

UN WEEK-END par mois, une *Commission-Journal (CJ)*, est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une réunion où sont prises des décisions concernant les activités de l'OCL. Le collectif organisateur immédiatement après la CJ, rédige un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.); et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après. Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.



COMMENT CONTACTER L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE ?



COMMENT S'ABONNER À CA ?

AQUITAINE

• CEDA, BP 28
33031 **Bordeaux** Cedex

BRETAGNE

• OCL c/o Clé des Champs
B.P. 20912,
44009 **Nantes** Cedex 1

CENTRE

• La Commune,
B.P. 1228
45002 **Orléans** Cedex

ILE DE FRANCE

• Courant Alternatif
B.P. 381
75969 **Paris** Cedex 20

MIDI-PYRÉNÉES

• OCL c/o Canal Sud
40, rue Alfred Duméril
31400 **Toulouse**

NORD

• OCLB c/o
La Mouette Enragée,
B.P. 403
62206 **Boulogne s/mer** Cedex

NORD-EST

• OCL c/o Egrégore
B.P. 1213
51058 **Reims** Cedex

NORMANDIE

• CRAS, B.P. 5164
14075 **Caen** Cedex

PAYS BASQUE

• Acratie, BP 23
64130 **Mauléon**

SUD-EST

• La Galère
BP 74217,
06131 **Grasse** Cedex

Ecrire au journal pour contacts sur :

Figeac, Limoges, Lyon, le Poitou, Saint-Nazaire, Strasbourg, le Trégor.

✉ OCL c/o Clé des champs, BP 20912, 44009 NANTES Cedex 1

Tél./fax : 03 88 32 37 52 • E-mail : oclibertaire@hotmail.com

Site web : <http://oclibertaire.free.fr>

Abonnement 1 an 33,54 €
(10 numéros mensuels + hors séries)

Tarif réduit 16,77 €
(pour toutes sortes de fauché-e-s)

Abonnement de soutien . . . 45,73 €

Abonnement à l'essai (3 nos) . 4,57 €

Gratuit : 1 numéro sur demande

En nombre pour la diffusion :

2 ex. 59,46 €

3 ex. 83,85 €

5 ex. 137,20 €

10 ex. 221,05 €

Chèques à l'ordre de « La Galère »
OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims Cedex

Souscription permanente pour CA:
CCP La Galère 38-77 P 023
Chalons s/Marne



SOMMAIRE

Édito	p. 3
L'agro-industrie, politique du pire	p. 4 à 9
La lutte anti-OGM à un tournant?	p. 10 à 12
Le monde agricole dans la société moderne	p. 13 à 16
Le remembrement	p. 17
Campagnes à vendre: le miroir aux illusions	p. 18 à 21
La Confédération paysanne, une CFDT rurale?	p. 23 à 24
Luttes pour la terre au Pays Basque	p. 25 à 27
Occupation de terres périurbaines	p. 28 à 31
Qui sommes-nous?	p. 32



Courant Alternatif
2^e trimestre 2002 – suppl. au n° 118
Com. par. : AS 72313
Mensuel Communiste Libertaire
Correspondance : OCL/Égrégore
BP 1213, 51058 Reims cedex
Pour la seule obligation légale
Dir. publication : Nathalie Federico
Imprimerie : Graphéco, Le Mans
Imprimé sur papier recyclé



Editorial

Enjeu majeur de notre temps? Cela est indéniable si on se rappelle quelques données de base. Il y a sur notre planète presque 1,4 milliard d'actifs agricoles c'est-à-dire d'hommes et de femmes qui ont comme activité principale l'agriculture, que ce soit pour se nourrir directement ou pour commercialiser une partie plus ou moins importante de leurs productions. C'est donc, et de très loin, le métier ou l'état le plus répandu. Qu'ils soient tout ou en partie intégrés dans les circuits de distribution, qu'ils vivent en autarcie plus ou moins complète, ils subissent à des degrés divers le mode de production dominant sur la planète, le capitalisme. Par le biais du marché, par les systèmes coloniaux, néo-coloniaux, par la domination la plus brutale de propriétaires fonciers, de dictateurs en tous genres, mais aussi par les répercussions que ce mode de production a sur l'environnement et sur les systèmes politiques.

Mais, nous répond-on souvent, lorsqu'on avance ces données, agriculteurs et paysans, paysannes et agricultrices sont en diminution constante. Certes l'activité salariale, industrielle, de service, augmente au détriment de l'agriculture. Mais plus lentement qu'on ne le pense souvent. De plus, en valeur absolue, la population mondiale croissant sans cesse, le nombre de paysans augmente, en fait! On entend souvent également dire que le terme paysan ou agriculteur recoupe des réalités qui n'ont rien à voir ensemble. C'est vrai, mais dans quelle proportion? 1,3 milliard de paysannes et de paysans pratiquent la culture manuelle et attelée, 28 millions seulement sont mécanisés et armés ainsi pour l'exportation. Là est bien le premier clivage. Ensuite, et seulement ensuite, on peut affiner les analyses et voir les différences dans chaque catégorie.

Ainsi, et pour revenir à la France, on pourra dénoncer le fait que, par exemple, sur les 75 000 exploitations françaises céréalières 13 000 – les plus grosses – on reçu en moyenne et chaque année entre 1992 et 1999, 215 856 francs d'aides directes par actif. Cela décrit parfaitement les énormes disparités qui font qu'en France il n'y a pas UNE paysannerie mais DES paysanneries aux intérêts antagonistes. Mais il faut aussi savoir que ces 215 856 francs représentent 100 fois le revenu annuel d'un paysan somalien! (chiffres fournis par la Confédération paysanne).

En France, 80 % de la subvention publique accordée par la PAC aux agriculteurs (72 milliards en 2000) est reçue par 20 % des plus gros et gras!

Enjeu majeur de notre temps car autant le capitalisme s'est construit grâce au réservoir humain que constituait la paysannerie, autant tout projet

de société communiste libertaire ne pourra se développer et exister que par une reconquête de l'espace, par une activité agricole nourricière et de proximité. Éradiquer la famine dans le monde ne passe pas par un développement de l'agroalimentaire, par une industrialisation et une mécanisation sans retenue de l'agriculture, par la recherche génétique ou autres monstruosité. Ce qui passe par là c'est la loi du profit pour les uns et de l'esclavage pour les autres.

L'éradication de la famine passe avant tout par une agriculture de proximité, non industrielle. Dans les pays du Sud comme dans ceux du Nord, les petites exploitations sont les plus «rentables» dès lors qu'elles ne sont pas pillées, c'est-à-dire qu'une plus-value ne soit plus extraite de leur travail que leur environnement n'est pas détruit et qu'on ne les condamne pas à la monoculture.

Dans les pays dits «développés», le vieux mot d'ordre «la terre à ceux qui la travaillent» est en grande partie dépassée, du moins si on s'attache à la propriété juridique de la terre. Car posséder la terre n'est une richesse que si on la vend, c'est-à-dire qu'on se débarrasse de son outil de travail pour en faire un objet de spéculation. Le revenu de l'agriculteur français n'est pas lié à la possession de la terre: les grands céréaliers en louent une grande partie et sont pourtant parmi les plus riches! Un jeune qui s'installe actuellement aurait plus d'avantages à louer les terres qu'à s'endetter pour en devenir propriétaire... à condition, bien entendu, d'avoir un bail de carrière c'est-à-dire d'avoir la garantie de pouvoir y rester jusqu'à la retraite. Mais pour les pouvoirs publics, pour les banques, pour les techniciens agricoles, une installation n'a de sens que si elle permet d'en extraire un maximum de plus-value pour eux-mêmes (par pour les jeunes qui s'installent): prêts pour payer les terres, les semences, les engrais, les machines... Sinon cela n'a pas de sens pour eux!

La question agricole se doit donc d'être au centre des débats pour qui veut transformer le monde et abattre le capitalisme. Une question qui n'appartient pas qu'aux agriculteurs et aux agricultrices dans la mesure où, de manière absolument centrale, leur activité est la plus représentative d'une production socialement utile (ou du moins devrait l'être). À moins de rêver à un monde dans lequel la nourriture serait assurée par l'industrie chimique et où une partie du territoire serait réservée à des fonctions récréatives pour les élites et où le reste serait plus ou moins désertifié et réservé à faire «vivre» les plus pauvres, les «exclus».

Arme alimentaire et Big Brother

L'agro-industrie, politique du pire

L'agriculture est devenue l'un des enjeux majeurs de notre époque.

Pourtant, dans les pays dominants, les agriculteurs ne représentent plus qu'une infime part de la population, même si la production agricole n'a jamais été aussi élevée – l'excédent agroalimentaire français bat chaque année des records. Nous voulons rappeler ici quelques données qui surdéterminent toute la problématique de l'agriculture à l'échelle mondiale, pour examiner ensuite comment peut se mettre en place une critique en actes des nouveaux modes de production agricole – notamment des procédés biotechnologiques – et, enfin, aborder deux questions qui divisent ceux qui espèrent changer le monde : la croyance au progrès et la démographie mondiale.

UN PROBLÈME DES PLUS COMPLEXE

L'AGRICULTEUR: sous cette même dénomination se retrouvent des genres tout à fait différents de travailleurs de la terre, depuis les paysans pauvres du Sud de la planète jusqu'aux gentlemen farmers des pays développés. Aux agriculteurs traditionnels, censés être peu productifs, s'opposent les agriculteurs «industriels», qui produisent la quasi-totalité des produits agricoles exportés à travers le monde.

Le but de l'agriculture industrielle est de nourrir le plus de monde possible avec le moins de personnel possible. En 1789, 90 % des 27 millions de Français étaient des paysans; ils ne sont plus que 4,7 % aujourd'hui, pour une agriculture largement exportatrice, qui est l'une des premières du monde.

Le nombre d'être humains augmente, mais la surface cultivée dans le monde pour chaque être humain diminue: elle est actuellement de 0,25 ha, et ne sera plus que de 0,16 ha en 2050. Cette réduction de la superficie des terres cultivées par habitant n'est pas le seul aspect du drame. Les terres agricoles se dégradent, ce que reconnaissent même des économistes défenseurs du système comme David S. Landes lorsqu'il décrit l'agriculture en zone tropicale: «Défrichez et plantez, et rien ne vient atténuer l'ardeur du soleil; les fortes pluies, dont la violence n'est plus arrêtée par les branches et le feuillage, martèlent les sols, en lessivent les éléments nutritifs et créent un nouveau type de terres stériles. Si le sol est argileux, composé en grande partie d'oxydes de fer et d'aluminium, la chaleur du soleil ajoutée à l'action de la pluie le transforme en une solide cuirasse.» Et Landes poursuit sa des-

cription quasi apocalyptique, ce qui ne l'empêche pas de conclure ainsi: «Il est clair que nous pouvons plus aujourd'hui qu'hier, et que le pronostic pour les zones tropicales est meilleur que dans le passé.» Ou l'aveuglement de ceux qui veulent à tout prix croire au progrès!

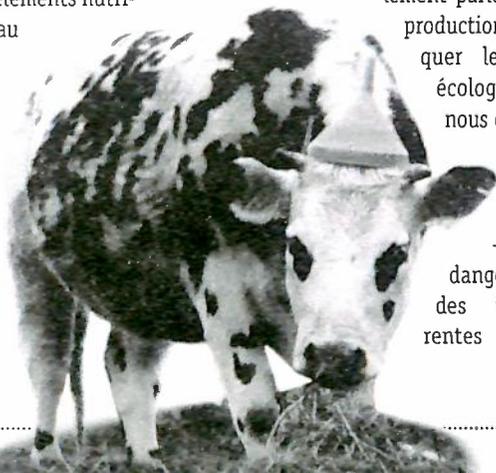
La désertification progresse à pas de géant: dans les années 1970, le Sahara gagnait sur le Sahel à la vitesse de 6 mètres à l'heure. Dans certaines régions françaises, rien ne va plus: l'irrigation a salinisé les sols, la monoculture, du blé en Beauce ou du maïs en Alsace, aggrave encore la situation car la couche de terre arable ne vit plus, le sol est devenu une matière inerte à laquelle l'agriculteur doit apporter chaque année ce qui lui permettra d'obtenir une nouvelle récolte. La destruction des bocages dans toute la France accentue le lessivage des sols, et les inondations catastrophiques qui surviennent maintenant chaque année, y compris à des périodes où on ne s'y attendrait absolument pas, le prouvent bien. Le mode de culture industriel a détruit un équilibre, et des savants fous s'acharnent désormais à en créer un nouveau, artificiel, qui nie la nature, ramène à rien les rapports entre l'homme et l'écosystème, et installe entre les pays tempérés et les zones tropicales une inégalité toujours plus forte puisque les zones tropicales sont en situation de dépendance alimentaire accrue.

Parler de l'agriculture, ce n'est donc pas seulement parler d'un mode de production, ni même évoquer les seuls périls écologiques auxquels nous expose l'agriculture intensive ici et extensive ailleurs – les deux sont dangereuses, pour des raisons différentes –, mais bien

dévoiler des enjeux vitaux, non seulement pour l'humanité mais aussi pour notre liberté.

LES GRANDES ORIENTATIONS DE L'AGRICULTURE

Tout en réfléchissant à l'agriculture, il faut avoir en tête que la population mondiale a de plus en plus tendance à se concentrer dans les villes. L'une des raisons principales de cet exode est la misère à laquelle sont réduits nombre de paysans, et la cause de cette misère est soit le manque de terres agricoles, soit une catastrophe écologique, soit diverses autres raisons du même ordre, à savoir des pratiques liées en fin de compte au productivisme. C'est aussi le productivisme qui a conduit les grands propriétaires terriens du tiers monde à se tourner vers les cultures de rapport (coton, soja, cacao, café...) qui ne nourrissent pas la population locale mais qui présentent l'avantage de faire rentrer des dollars, encore des dollars, toujours des dollars... Notre alimentation est aussi en question. Les surfaces agricoles disponibles allant en diminuant, on ne peut que chercher à augmenter les rendements puisque personne ne pose la question en termes de rapports entre la démographie, la surface cultivable et la production (on reviendra plus bas sur la démographie, qui est l'une des clés du problème). D'habitude, on ne présente qu'une seule solution pour parvenir à augmenter les rendements: passer à l'agriculture industrielle. Pourtant, les rendements les plus élevés sont réalisés sur des micro-parcelles qui nourrissent les familles qui les cultivent de manière intensive. Il ne faut pas confondre en effet l'augmentation des rendements dans les cultures de rapport – qui pour le moment ne se fait que grâce à une utilisation massive d'engrais qui cause à son tour une dégradation redoutable des sols – avec la recherche de rendement dans les cultures vivrières.



L'INVASION DES BIOTECHNOLOGIES

La pénétration des cultures transgéniques est certaine, même si parler d'invasion est quelque peu exagéré si l'on s'en tient aux superficies. En France, selon les ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, 366 essais de cultures transgéniques ont été réalisés lors de la campagne 1998-1999 (essais de betteraves à sucre, de maïs, de colza, de soja, de tournesol, de vigne, de tabac...). Soixante-dix-sept hectares ont été consacrés à la production de maïs transgénique, et 132 hectares à la production de semences de maïs transgénique. La campagne 1999-2000 a vu une diminution du nombre d'essais ; maïs, tournesol, colza, betterave à sucre, tabac et peuplier sont expérimentés en pleins champs. C'est plutôt dans les esprits ou les mœurs que pénètre peu à peu l'idée de bouffer du génétiquement modifié, et c'est dans les budgets étatiques que les firmes productrices de semences transgéniques se servent massivement. Ainsi, aux États-Unis, 46 % de la recherche des firmes de biotechnologie est effectuée par les laboratoires universitaires. L'encouragement des pouvoirs publics est sans aucun doute l'un des principaux facteurs d'extension des cultures de plantes génétiquement modifiées (PGM), ce qui tend à faire des biotechnologies une industrie stratégique.

Impact des cultures transgéniques sur l'environnement

Il faut éclaircir une question qui est embrouillée à loisir par les grands médias. D'une part, on nous parle de PGM qui vont permettre d'abolir les insecticides, de l'autre on nous dit que c'est totalement faux. D'un côté on nous parle de malheur pour le tiers-monde et d'appauvrissement de la biodiversité (la diversité biologique, c'est-à-dire la richesse en variétés végétales et animales), de l'autre on nous dit qu'au contraire les PGM vont nourrir les pays pauvres... Qu'en est-il exactement ? L'impact des PGM sur l'environnement relève de quatre domaines bien distincts : hybridation avec des espèces apparentées ; prolifération incontrôlée ; amélioration de la résistance des mauvaises herbes aux pesticides ; appauvrissement de la biodiversité.

Le risque d'hybridation des PGM avec des plantes sauvages

Dans certains pays comme les États-Unis d'Amérique, la plupart des cultures industrielles ne concernent pas des plantes locales, mais des espèces importées et adaptées aux conditions climatiques du pays : maïs, coton, soja... Aussi le risque d'hybridation semble-t-il très faible. Cependant, dans un pays comme le Mexique, duquel est originaire le maïs, le risque d'hybridation a été estimé suffisam-

ment sérieux pour interdire l'importation de maïs génétiquement modifié (1999). En Europe mais aussi en Afrique ou en Asie, les plantes cultivées sont le plus souvent des améliorations des espèces locales ; celles-ci peuvent ainsi s'hybrider avec les PGM, et devenir dès lors plus « agressives » puisque résistantes à tel ou tel pesticide. La seule parade actuellement envisagée est de maintenir une distance suffisante entre une PGM et ses parents sauvages. C'est à l'évidence insuffisant.

Le risque de prolifération

Une PGM peut proliférer au point de devenir elle-même une « mauvaise herbe » – c'est-à-dire devenir à son tour une menace pour les autres plantes, contribuant ainsi à détériorer la biodiversité. Le risque est certain dans le cas des plantes vivaces, prolifiques, et dont la pollinisation est aisée (graminées, plantes aquatiques...). La parade est rendue d'autant plus complexe qu'une PGM possède a priori une meilleure résistance aux pesticides qui permettraient de la détruire. Il n'y a actuellement aucune parade envisagée, uniquement une observation des effets des PGM en grandeur réelle !

L'amélioration de la résistance des parasites

La culture de PGM implique une modification, par l'agriculteur, de l'utilisation des pesticides, selon que les PGM qu'il sème sont précisément conçues pour résister à certains pesticides, ou à certains parasites. L'agriculteur appliquera dans tous les cas une pression nouvelle sur le proche environnement de ses champs. Car certains parasites, qui ne pourront plus se nourrir aux dépens des plantes cultivées, se retourneront contre les plantes sauvages non immunisées contre eux, ou alors les pesticides protégeant un champ entraîneront les parasites à s'attaquer à d'autres plantes, sauvages. Or, les mauvaises herbes comme les insectes parasites acquièrent, au fil des années, une résistance aux pesticides – en 1998, on a ainsi recensé 216 plantes résistant à la triazine, contre une seule en 1968. La culture des PGM induit déjà, chez certaines plantes sauvages, des résistances plus importantes, ou encore multiples, qui impliqueront l'utilisation de nouveaux pesticides, à des doses parfois supérieures à ce qui est aujourd'hui pratiqué.

L'appauvrissement de la biodiversité

L'homogénéisation des cultures modernes, sur des surfaces parfois immenses, conduit à une moins grande résistance des plantes face aux maladies et aux parasites. Les PGM, résistants à certains parasites ou pesticides, entraîneront une pression supérieure desdits parasites et pesticides sur les autres plantes, ainsi que de nombreuses études ont pu le démontrer avec les cultures traditionnelles. Ainsi, la culture intensive des PGM va intensifier le

processus d'érosion de la biodiversité, phénomène suffisamment préoccupant pour qu'une organisation comme la Banque Mondiale affirme : « L'expansion et l'intensification de l'agriculture ont contribué largement à la perte de biodiversité de par le monde. [...] il est essentiel de réduire les antagonismes au minimum et de renforcer les complémentarités entre agriculture et biodiversité. » Le processus sera d'autant plus évident que les PGM sont cultivées pour le rendement, qu'elles nécessitent des surfaces toujours plus étendues pour des semences toujours plus uniformes afin de nourrir toujours plus d'êtres humains. Bref, le cocktail présente tous les caractères qui, précisément, contribuent à la perte de la biodiversité.

Impact des cultures transgéniques sur les êtres humains

Le risque d'allergie lié à la consommation d'une PGM ne provient pas que du transgène qu'elle contient, puisque l'introduction du transgène dans le génome, ou patrimoine génétique, de la plante peut à son tour entraîner des modifications de ce génome ou du fonctionnement des autres gènes. Les essais sur les animaux ne permettent pas d'évaluer précisément les risques ; aussi les scientifiques recommandent-ils en général de mettre en œuvre un suivi médical consacré à cette étude de réactions allergiques – ce que la propagande appelle le principe de précaution... Quant à la résistance aux antibiotiques, il faut bien reconnaître que personne ne sait ce qu'il en est. Pour certains chercheurs, le risque est quasi nul puisque nous sommes naturellement résistants aux antibiotiques, ces produits traitant précisément les microbes et non l'organisme qu'ils parasitent. Pour d'autres, le risque est tout à fait réel : si un transgène utilisé pour sa capacité de résistance aux antibiotiques est transféré dans une plante destinée à la consommation humaine, cela risque d'induire une résistance de certaines bactéries présentes dans le corps humain.

Plantes transgéniques et pays en voie de développement

Les biotechnologies tendent à accentuer les disparités existant entre les pays en voie de développement, dépendants sur le plan technologique, et les pays riches, qui disposent de ces techniques et peuvent les intégrer à leur outil industriel. Ce débat a été largement médiatisé autour de la technologie dite « terminator », développée par Monsanto, et qui utilisait un transgène rendant la plante stérile ; ainsi, les agriculteurs se seraient trouvés contraints de racheter à chaque fois leurs semences, procédé contraire aux usages mais surtout extrêmement défavorable pour les paysans pauvres des régions tropicales – ainsi que pour ceux des pays riches et, on l'a vu, pour la biosphère en général. L'abandon de la

technologie terminator par Monsanto n'a cependant pas fait retomber les critiques, car les autres firmes de biotechnologie n'y ont pas toutes renoncé.

L'industrie biotechnologique exige en effet, pour être rentable, une protection intellectuelle pour les brevets qu'elle dépose – on renonce ici à la critique du concept de propriété intellectuelle, qui est un mensonge inouï des intellocrates des pays riches. Depuis les années 1960, les producteurs de nouvelles variétés végétales sont regroupés au sein de l'Union de protection des obtenteurs de végétaux (UPOV), qui elle-même est membre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Ces deux organisations ont acquis en peu de temps, à la fin des années 1990, une grande importance dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En effet, l'accord sur les Droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC en français, TRIPs en anglais) définit de nouvelles normes en matière de droit sur la propriété intellectuelle, normes auxquelles doivent se conformer l'ensemble des membres de l'OMC. Les contestations partent notamment du fait que les pays du tiers-monde abritent environ les neuf dixièmes des espèces végétales mondiales; or, ils se trouvent dans l'incapacité de breveter les végétaux, et refusent par ailleurs la notion de brevet sur le vivant – cas notamment de l'Inde. Enfin, le coût de semences de PGM est environ 20 à 25 % supérieur au coût des semences traditionnelles. La Chine est l'un des rares pays du tiers-monde qui semble avoir amorcé le développement des biotechnologies transgéniques; ainsi, l'Institut chinois de recherche sur le riz a annoncé, en octobre 1999, avoir mis au point un riz transgénique résistant à un herbicide; les essais se sont déroulés dans le Zhejiang.

Un exemple: le Bt

Le *Bacillus thuringiensis* (Bt) est une bactérie du sol qui produit son propre insecticide. Il est devenu célèbre dans les années 1990: pas moins de quatre-vingt-quinze demandes de brevets la concernant ont été déposés jusqu'en 1998 pour des plantes transgéniques qui l'utilisent. Le Bt entraîne la mort par ingestion de la chenille d'un des principaux parasites du maïs, la pyrale (*Ostrilia nubilalis*), ainsi que celle des parasites de cultures aussi importantes que le riz, le coton et la pomme de terre.

Le Bt existe sous forme naturelle et constitue, depuis 1913, date où il fut isolé, l'un des insecticides biologiques les plus utilisés dans le monde. Sa durée de vie biologique étant courte, il devient inactif au bout de quelques jours; cependant, le Bt a une incidence indirecte sur les populations d'insectes bénéfiques, comme les coccinelles: les parasites disparaissant des champs de cultures transgéniques, leurs prédateurs – par exemple les

coccinelles – n'ont plus assez de nourriture pour couvrir leurs besoins et disparaissent à leur tour; en outre, s'ils se nourrissent de larves mortes ayant ingéré du Bt, leur longévité en est diminuée, ainsi que l'a montré une étude effectuée en Écosse en 1997. Enfin, le principal inconvénient est que les insectes, y compris la pyrale, développent très rapidement une résistance au Bt si celui-ci est utilisé trop fréquemment; ainsi, en 2000, 20 % des semis de maïs aux États-Unis sont réservés à des cultures non transgéniques afin d'éviter l'augmentation trop rapide d'insectes dits «super-résistants». Un comble!

Les arguments des firmes de biotechnologies

L'un des arguments majeurs des firmes qui commercialisent des semences génétiquement modifiées est l'utilisation que l'on peut faire de leurs plantes pour des applications médicales: la thérapie génique est une réalité, et, semble-t-il, ça marche au moins dans certains cas. Les espérances sont énormes: certains cancers pourraient recevoir des traitements transgéniques dès le milieu de 2001, on espère vaincre la myopathie d'ici quelques années – bonjour l'arnaque du Téléthon soit dit en passant! – et la liste est déjà longue de ces maladies a priori vaincues grâce aux biotechnologies.

Or il se trouve que cet argument repose sur une conception de la société à laquelle il faut très précisément réfléchir. D'une part, cela n'a aucun sens d'augmenter la durée de vie alors que la vie elle-même se vide – le capitalisme réduit les individus comme les masses au rang de spectateurs passifs de leur propre passivité, à travers la consommation de nourriture empoisonnée, de loisirs de masse aliénants, de produits conçus dans une simple optique de consommation, et non plus d'utilité réelle, etc. D'autre part, la médecine (et la Science en général) s'affirme dans la continuité de la médecine nazie, pour laquelle la question était de débarrasser l'espace vital du III^e Reich des éléments indésirables; il ne faut pas oublier que les premières victimes des nazis furent les handicapés moteur et les «malades mentaux». C'est exactement le virage que prend la génétique appliquée à l'homme, qui vise à créer un homme standard, sans «tares», sans même comprendre que les différences entre les hommes sont sources de richesse, et surtout sans comprendre que les progrès réalisés çà et là entraînent des reculs bien plus importants. Pour n'en prendre qu'un exemple: la formidable explosion des maladies dites «dégénératives» trouve sa cause dans le stress dans lequel vivent les gens du Nord de cette planète, stress qu'ils supportent un temps grâce à des médicaments, jusqu'au moment où ces médicaments eux-mêmes ne peuvent plus rien... C'est une course folle vers l'abîme. Cependant, nous ne pouvons développer ici

l'ensemble des arguments contre la Science et le prétendu Progrès qu'elle impose à l'homme, et nous nous contentons de renvoyer à l'ouvrage *Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces* (Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 1999, 11 euros).

Critique des PGM

Les PGM rendues résistantes à un herbicide ne diminueront absolument pas la consommation d'herbicides. Logiquement, les plantes étant rendues résistantes à un type d'herbicide, l'agriculteur peut dès lors utiliser celui-ci à des doses supérieures à celles qu'il utilisait auparavant, dans le but d'éradiquer «mauvaises herbes» et insectes nuisibles. Les fabricants de semences transgéniques affirment parfois le contraire – Syngenta (ex-Novartis), notons-le, reconnaît ce fait –, alors que de nombreux essais prouvent, s'il en était besoin, que les PGM restent sensibles aux parasites contre lesquels leur transgène ne leur permet pas de lutter seules.

Contrairement à ce qu'affirment les industriels de la biotechnologie, leurs graines, fortement homogénéisées du fait même de leur processus d'obtention, ne seront pas adaptées aux conditions réelles de culture, qui sont à l'inverse fortement hétérogènes. Les essais en grandeur nature montrent d'ailleurs que les rendements des plantes transgéniques ne sont pas du tout supérieurs à ceux des variétés actuelles. Et puisqu'il s'agit ici de faire également une critique des méthodes agricoles d'avant les PGM, il faut insister sur ce fait: les plantes dites traditionnelles – cultivées depuis des siècles dans des régions limitées, donc adaptées aux conditions locales – sont nettement moins sensibles aux parasites que les plantes «modernes». Ainsi, Vandana Shiva explique, dans *La nature sous licence ou le Processus d'un pillage*, que «partout où les nouvelles variétés de riz de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) ont été introduites en Asie, elles se sont révélées vulnérables aux pathologies et aux parasites. Ainsi, la variété IR-8 a été attaquée par la rouille bactérienne en 1968 et 1969 en Asie du Sud-Est. En 1970 et 1971, elle a été détruite par le virus du tungro. En 1975, un demi-million d'acres (1 acre = 0,4 ha) de plantations des nouvelles variétés de riz ont été détruits en Indonésie par des parasites. En 1977 fut mise au point la variété IR-36 qui était supposée résister à huit principales affections cryptogamiques et parasitaires connues, dont la rouille bactérienne et le virus tungro. Or, elle fut attaquée par deux nouveaux virus appelés *ragged stunt* (avorton broussaillieux) et *wilted stunt* (avorton flétri). Dans l'État indien du Pendjab, des parasites et maladies jugées inoffensives avant la révolution verte sont devenues des fléaux. Actuellement [1991], la culture du riz au Pendjab est sensible à quelque quarante

parasites et douze maladies.» Pour comparer la résistance des plantes transgéniques à celle des cultures traditionnelles, il faudrait donc se référer aux véritables cultures traditionnelles (en Inde, donc, celles d'avant la révolution verte; en France, c'est plus difficile à comparer, hélas!).

Quant aux rendements, les études montrent que plus la superficie est petite, plus le rendement agricole est élevé. On ne peut cependant rien tirer des comparaisons de rendements si l'on rapporte le tout au profit. Les micro-parcelles sur lesquelles les rendements agricoles sont aujourd'hui au maximum sont des jardins familiaux qui nourrissent donc quelques individus. Il est évident qu'étendre les micro-parcelles pose un problème économique et politique majeur, celui de la redistribution du sol, de la réforme agraire, donc en dernière instance de la propriété privée. La propagation des cultures transgéniques va accentuer l'homogénéisation des cultures. Le processus est lié au marché mondial. Il y a des normes pour tout, y compris pour les produits agricoles. Un secteur qui veut exporter doit se conformer aux normes du marché mondial. Or, comme en agriculture de nombreux secteurs clés de l'alimentation (blé, riz, soja...) sont susceptibles d'obtenir des surplus qui devraient donc être exportés, ils sont tout simplement obligés de se plier à la loi du marché mondial. Le processus d'homogénéisation n'est pas encore achevé, mais il est en bonne voie. À l'inverse, il faut souligner que la Banque mondiale considère que la diversité biologique est une richesse. C'est étonnant de la part d'un organisme qui a été le moteur de la «révolution verte», laquelle a entraîné une première perte d'importance de la diversité biologique dans les années 1960... Auto-critique, langue de bois ou opportunisme?

Un débat mal engagé

Le débat pour ou contre les PGM est très mal engagé. Il est mal engagé du point de vue des transnationales de l'agrochimie alimentaire – Monsanto a dû (faire semblant de?) renoncer à sa technologie «Terminator», baptisée ainsi par Greenpeace –, tandis que Syngenta ou Limagrain dépensent des sommes folles pour convaincre chacun que les PGM sont sans danger – Syngenta (alors qu'elle s'appelait encore Novartis), qui pratique comme tous ses collègues la désinformation, avait annoncé qu'elle renonçait aux PGM, ce qui est faux: la firme continue à pratiquer des essais de PGM, comme en 2001 en Suède, entre autres, pour une betterave génétiquement modifiée. Mais le débat est tout aussi mal engagé du point de vue de la défense de la biosphère.

En effet, certains arguments qui ont été mis en avant seraient infondés – ainsi, le monarque, ce papillon fétiche des États-Unis dont Greenpeace, qui sacrifie au sensationnalisme, a fait son cheval de bataille, ne serait

pas menacé par des plantes transgéniques qu'il ne pourrait tout simplement pas butiner puisque leur période de floraison ne correspond pas au moment où le papillon se trouve aux États-Unis. Il y a sans doute d'autres risques qui ont été largement surévalués par certains opposants: le cas de l'accoutumance aux antibiotiques en est peut-être l'exemple – mais là, les arguments sont tellement complexes de part et d'autre qu'il vaut mieux renoncer à entrer dans ce débat.

Cependant, ce dernier exemple illustre parfaitement le manque de fondement des critiques des soi-disant écolos du style Verts. Voilà que, désormais, nous devrions défendre les antibiotiques! Contrairement à ce que tout le monde prétend, les antibiotiques ne constituent pas qu'une formidable invention; ils sont tout autant une formidable régression du point de vue des modes de soins. Il ne s'agit pas là de tomber dans le mysticisme ou le passéisme, mais bien de mesurer l'étendue des savoirs dits ancestraux perdus de manière définitive. Ces savoirs correspondaient simplement à une relation autre de l'homme avec la nature. C'est ce qu'expose par exemple Maurice Born dans son livre *la Chimère infectieuse*, où il montre que l'arrivée des sulfamides pour soigner les lépreux a entraîné la fin de toutes les recherches sur les soins traditionnels – et efficaces, à l'inverse des sulfamides! – que les Africains apportaient à cette maladie depuis des générations.

Rien à voir pourtant avec ces discours qui se prétendent écologistes et qui nous parlent de Dieu, d'un respect de la Nature tout imprégné de religiosité, alors que ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Des scientifiques qui taxent ce discours d'«écotalinisme», comme Klaus Ammann, directeur du jardin botanique de l'université de Berne, ont beau jeu d'affirmer que «la rhétorique écologiste est subtile, elle mêle le vrai et le faux», ou encore de dire que la pensée écologiste «est un terrorisme, parfois assorti de violence physique ou de menace de violence». Si la critique est outrée, elle n'est pourtant pas dénuée de fondements: certains écolos correspondent au portrait-robot du sectaire moyen!

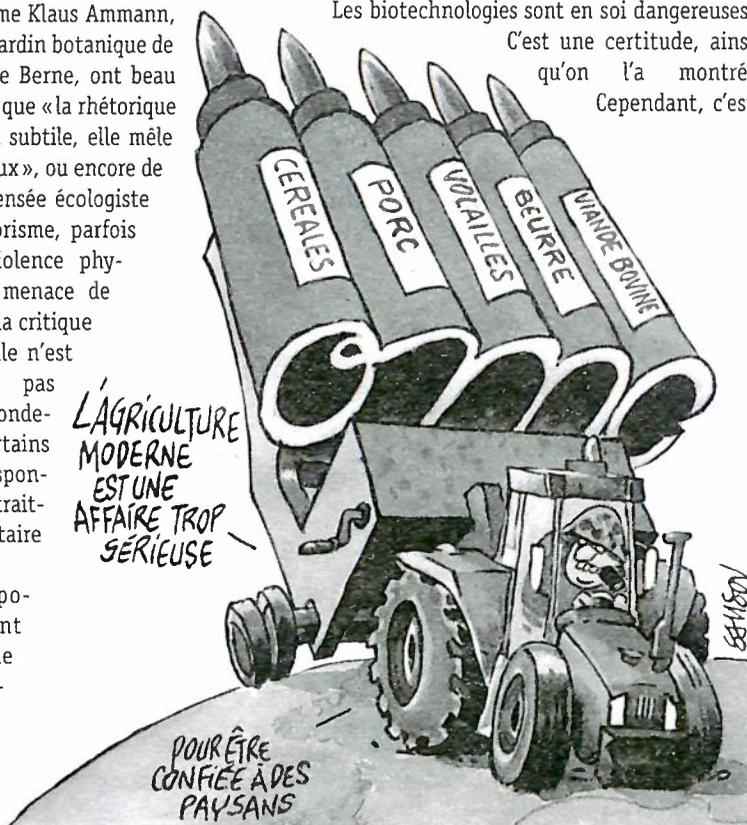
Certains opposants hurlent contre le mais transgénique Bt, mais les agriculteurs bio

ont été les premiers à utiliser le Bt massivement, ce qui a provoqué une dangereuse accoutumance de certains insectes. Les Verts ne proposent aucune solution de rechange réaliste puisqu'ils ne remettent rien en cause du progrès. Pourquoi ne pas mettre en avant les vrais problèmes, celui de la démographie, celui de la propriété des terres cultivées, celui du mode de vie, tout simplement, qu'impose le capitalisme? Cela ne sert à rien de vanter les mérites de l'agriculture biologique si, dans le même temps, l'on ne pense pas à une nouvelle répartition des terres, à de nouveaux modes de consommation, etc. De la viande biologique? Est-ce bien sensé, alors que la production de viande est un formidable gâchis du point de vue écologique?

Quel type de société voulons-nous? telle est la vraie question qui sous-tend la réponse à cette autre question: quel type d'agriculture voulons-nous? Au lieu de commencer par répondre à la seconde question, ce qui semble le plus facile et ce à quoi se livrent les Verts, la Confédération paysanne ou Greenpeace, répondons à la première question, celle qui semble carrément hors de propos! La réponse se développera selon trois axes: les implications politiques des biotechnologies; le sens du progrès; la démographie mondiale et les problèmes qu'elle pose désormais ouvertement.

LES IMPLICATIONS POLITIQUES DES BIOTECHNOLOGIES

Les biotechnologies sont en soi dangereuses. C'est une certitude, ainsi qu'on l'a montré. Cependant, c'est



la structure profonde du capitalisme moderne qui fait des biotechnologies des outils qu'on pourrait qualifier de totalitaires, dans le sens où les biotechnologies tendent à régir tous les domaines où elles sont présentes - alimentation animale d'abord, désormais humaine, médecine vétérinaire et bientôt humaine - et dans le sens où elles impliquent des modes de contrôle social et écologique globaux - un peu à l'image du nucléaire, qui interdit de prendre quelque risque que ce soit, la moindre catastrophe ayant d'emblée une envergure quasi planétaire, comme on l'a vu avec Tchernobyl.

Les brevets sur le vivant

Le vivant peut et doit être breveté, tel est le nouveau credo des firmes biotechnologiques. L'évolution de cette question est trop rapide pour qu'on puisse ici en faire un compte rendu suffisant. Signalons cependant qu'après avoir obtenu la possibilité de breveter certains gènes, les compagnies les plus en pointe de ce secteur veulent maintenant obtenir de pouvoir breveter des génomes (voir lexique en encadré). À la pointe de ce combat big-brotherien, se trouve Syngenta, qui a investi en 1998 plus de 10 % de son budget de recherche et développement dans la génomique (la science des génomes), soit 600 millions de dollars, dans la construction d'un centre de recherche génomique à La Jolla, en Californie. Aventis, autre géant de la biotechnologie, duquel font partie Rhône-Poulenc et Limagrain (fabricant de semences français qui occupe l'un des tout premiers rangs dans le monde), réalise également d'énormes investissements en génomique, d'autant que ces capitaux privés ont bénéficié du programme public de l'État français Génoplante, qui met clairement en la matière l'investissement public au service de firmes privées.

L'enjeu est simple: si les gènes ou les génomes sont brevetés, un agriculteur ne pourra plus les utiliser sans payer un « droit d'auteur ». Ces brevets sur le vivant sont donc éventuellement une mine d'or potentielle, mais nous croyons surtout que c'est un moyen très subtil et très sûr à la fois de contrôler enfin l'alimentation mondiale. Les brevets sur le vivant sont en effet une arme politique, au service exclusif des énormes trusts privés du Nord, qui déposent brevet sur brevet et disposent désormais de véritables banques de gènes dans lesquelles les gènes brevetés sont conservés, prêts à être multipliés et vendus.

La politique totalitaire est ici au cœur de problèmes juridiques fort complexes. Signalons seulement que la date limite pour les pays du Sud pour se conformer aux diktats de l'Organisation mondiale du commerce en matière de « protection des obtentions végétales » c'est-à-dire de brevets sur le vivant, est 2006. Tout se joue donc maintenant !

Un mode de production totalitaire

Avec les OGM comme avec le nucléaire, l'un des dangers principaux réside dans la notion de sécurité, mais non pas la sécurité alimentaire que chacun met en avant et qui fonctionne comme un écran de fumée - comme si les OGM ou tout autre avatar de l'agro-industrie pouvait nous faire parvenir à la sécurité alimentaire ! Il s'agit bien plutôt de sécurité au sens policier du terme. Les recherches sur les semences et la modification des génomes des plantes destinées à nous nourrir impliquent une formidable mainmise sur l'alimentation. Cette fois, l'arme alimentaire existe bel et bien, avec les brevets sur le vivant et autres effets collatéraux de l'agro-industrie moderne.

ABATTRE LA CROYANCE EN UN PROGRÈS DE L'HUMANITÉ!

Selon Klaus Ammann, déjà cité plus haut, fervent défenseur des PGM: « Beaucoup de chercheurs poursuivent leurs travaux en autistes, sans du tout se soucier de leur impact éventuel pour la société. Beaucoup de scientifiques sont en réalité des technocrates de la science. Ils ne s'intéressent pas au monde réel. » Quel aveu ! Le pouvoir des scientifiques doit être battu en brèche. Réduit à néant. Et il s'agit là d'une authentique révolution culturelle, qui devra bouleverser tous nos comportements - et y compris chez les anarchistes. Ainsi, on peut toujours louer Albert Einstein et voir en lui un génie, mais un génie qui invente la bombe atomique n'est-il pas un piètre génie ?

Il ne s'agit pas là d'éthique, terme trop galvaudé, mais de choix fondamental: aujourd'hui, des savants, à l'image d'Einstein, utilisent l'argent public pour élaborer des méthodes, découvrir des procédés, inventer des objets divers, y compris des plantes ou des animaux génétiquement modifiés, en ne se souciant aucunement du sens de leurs recherches. Leur vision du progrès est parfaitement ridicule - en cela, elle est à l'image des actuelles (absences de) discussions sur le progrès. Critiquer le progrès de l'« humanité » relève dans le meilleur des cas de l'absurdité. Pourtant, le progrès met désormais en cause l'ensemble de la vie sur la planète. Sans critique du progrès et de la science, on se condamne à un discours creux parce que partiel, et, du coup erroné.

L'ÉPINEUSE QUESTION DE LA DÉMOGRAPHIE

Nous qui ne pensons pas le monde en termes d'intrus et d'immondes tiers - ceux du tiers monde -, nous aurions tout intérêt à ne pas abandonner la question de la démographie aux seuls « spécialistes », même s'ils s'appellent Albert Jacquard. D'un autre côté, il ne

faudrait pas non plus tomber dans l'idéalisme béat et bêta, comme ces militants de la gauche révolutionnaire allemande qui s'appuient sur des interprétations erronées des chiffres. Par exemple, la densité de population est de 231 hab/km² en Allemagne, soit un chiffre largement supérieur à celui de la plupart des pays du tiers monde dont on (qui?) veut limiter la population; d'où cette conclusion de certains camarades allemands que l'explosion démographique du tiers monde est un mythe, dont se servent les puissances impérialistes pour réaliser leurs divers objectifs d'oppression généralisée.

L'explosion démographique du tiers monde n'est pas un mythe: en 2001, il y a 1,027 milliard d'Indiens, et les projections montrent que cette population va encore augmenter et dépasser celle de la Chine avant 2050... Ce n'est pas parce que le spectre de l'invasion du Nord par les « immondes tiers » constitue en effet le fonds de commerce de la droite ultra que nous devons écarter la question démographique d'un revers de la main, en affirmant que ce n'est qu'une manipulation réactionnaire...

En Inde, la structure du pouvoir est fondée sur les castes et sur l'identification de la société à la religion, tandis que l'économie est un étonnant mélange de despotisme local et de capitalisme. Si l'on considère les tensions que cela induit au sein même de la société et l'ampleur que ces tensions ont d'ores et déjà atteint - des centaines de morts chaque année lors de manifestations politiques ou religieuses diverses -, est-ce que l'on peut sérieusement ignorer que l'accroissement démographique est l'une des causes du maintien des Indiens dans un système d'asservissement? Peut-on imaginer un pays où la densité atteint aujourd'hui les 324 hab/km², et dépassera bientôt les 400 hab/km², dans lequel les êtres humains peuvent continuer à vivre ensemble sans une force répressive extrêmement développée et agissant sans aucun scrupule? Bref, la question de la démographie est de toute façon liée à la question de la liberté individuelle et collective, et donc à la question de la révolution.

Un autre aspect nous renvoie directement à la politique agricole: la planète Terre est-elle écologiquement apte à supporter encore longtemps une agriculture fondée sur l'accroissement éternel des rendements? En Allemagne, il est déjà évident que l'écosystème pâtit grandement du mode de vie - donc du mode d'agriculture, parce qu'il est erroné de dissocier les différentes formes de pollution les unes des autres et d'affirmer qu'on pourrait bien cultiver biologique en continuant à produire des voitures qui consomment de millions de tonnes de pétrole - la pollution par les automobiles finissant par se retrouver dans notre assiette et les surfaces occupées par le réseau routier augmentant sans

cesse... De plus, l'accroissement des rendements signifie un accroissement des pesticides divers, et donc une destruction à terme irrémédiable de l'écosystème.

Enfin, le déplacement massif des populations du tiers monde vers les métropoles pose le problème de la désertification démographique des campagnes. Dans des zones entières de l'Amérique latine, on pratique la culture extensive, où l'absence de travail humain est compensée par l'étendue des terres. Or, on l'a vu plus haut, il serait bien plus rentable écologiquement de redistribuer ces terres, et de les faire travailler par des paysans – c'est le vieux mythe de la réforme agraire, mais pas si idiot que ça ! Encore faudrait-il savoir quelle position adopter par rapport aux masses entassées dans les bidonvilles d'Afrique, les *villas miserias* d'Amérique latine, ou les *slums* d'Asie du Sud-Est. Si on veut les renvoyer à la campagne autrement que par des méthodes dictatoriales à la Mao, une seule solution subsiste : la redistribution des terres – la réforme agraire pour la gauche radicale, le libre accès de tous à la terre pour la gauche révolutionnaire anti-autoritaire.

Le problème n'est pas neuf puisque l'un des premiers à le poser en des termes modernes fut Malthus, à la fin du XVIII^e siècle. Malthus pensait que la population croissait bien plus vite que la production de nourriture. Il jugeait aussi que les pauvres n'avaient pas le « droit » d'être nourris, mais qu'ils en avaient la « puissance », cette puissance, cette possibilité, provenant bien entendu de leur travail. Depuis, on a taxé Malthus de vieux barbon réactionnaire ; pourtant, il faut considérer ce qu'il a dit sans esprit polémique. La question de l'agriculture dans un monde de six, puis bientôt huit milliards d'habitants n'est pas une question de simple extrapolation. Elle pose la question de la liberté, et il faut savoir si on va la résoudre simplement en posant comme argument le fait que chaque être humain a le « droit » d'être assisté, nourri, par la société. Cela pouvait éventuellement avoir un sens au moment de la déclaration des droits de l'homme pendant la Révolution française – à une époque où de vastes zones restaient peu ou pas cultivées –, mais la réalité contemporaine redonne à cette question une coloration politique explosive. La seule solution proposée est d'augmenter les rendements via les moyens technologiques évoqués plus haut. En face, il n'y a aucune solution crédible, au sens de solution qui soit crue possible par une part significative de l'humanité. Cela ouvre la porte aux solutions totalitaires, qui adopteraient l'équation « pas assez à manger = trop de pauvres = nécessité de supprimer des pauvres ». Ou, plus simplement : « la science nous nourrit = tout le pouvoir aux scientifiques », avec les conséquences totalitaires évidentes.

Nous aurions tout intérêt à reprendre ce que disait Malthus, dans un sens tout à fait révolutionnaire : le pauvre n'a en effet pas le « droit » d'être nourri, mais il en a la « puissance ». Cette puissance, il peut l'exercer tout simplement en cultivant la terre.

LA POLITIQUE ?

A-t-on bien mesuré les bouleversements fondamentaux que le modèle néolibéral a imposés au monde ? Il n'est pas question d'en faire ici un catalogue, juste de signaler ceci : peu importe audit modèle néolibéral que le gouvernement soit démocratique ou fasciste. Des fascistes appliqueraient un modèle néolibéral ? Oui, que l'on se souvienne du cas du Chili, où Pinochet appliqua dès le départ une politique strictement néolibérale, et même extrêmement néolibérale. Or, ce modèle triomphant présente la curieuse caractéristique de s'adapter à toutes les formes de pouvoir, y compris totalitaires. On devrait y réfléchir : les tendances lourdes de l'agriculture moderne, mais aussi de la politique démographique, ou encore l'extension d'Internet sont les premières avancées d'un ordre totalitaire dans lequel l'idéologie passera largement au second plan – en réalité, l'idéologie totalitaire a déjà triomphé, puisque la seule idéologie totalitaire qui vaille aujourd'hui est bien le modèle néolibéral, la déréglementation, bref, la loi du profit à tout prix, mais avec une intensité largement insoupçonnée auparavant. Pour le moment, rien d'ouverture totalitaire dans tout ça, mais en revanche une caractéristique étonnante : si le totalitarisme musclé s'instaurait, il n'aurait pas besoin de changer quoi que ce soit, les outils – et des outils perfectionnés – sont déjà là !

L'agriculture, dans ce contexte, revêt une importance cruciale. Dans son *Livre vert du maïs Cb*, un petit bouquin de propagande pour son maïs génétiquement « amélioré » (*sic!*), les brigands de Novartis évoquent la croissance démesurée de la population mondiale : 8,5 milliards d'habitants en 2010 ! « Le problème est d'autant plus crucial, affirme Novartis, que les surfaces cultivables sont en constante diminution partout dans le monde.

Cette diminution est essentiellement due à l'urbanisation sur les meilleures terres agricoles et à l'érosion des sols. Parallèlement, le stock de sécurité en céréales diminue constamment. » Les surfaces cultivables, qui étaient de 0,26 ha par habitant en 1990, ne seront plus que de 0,15 ha en 2050, selon le même ouvrage, qui, malheureusement, met le doigt sur un problème véritable. La solution que prévoyait Robert McNamara, lorsqu'il était président de la Banque mondiale, était de « prendre des mesures draconiennes de réduction démographique contre la volonté des populations. Réduire les taux de natalité s'est avéré impossible ou insuffisant. Il faut donc augmenter les taux de mortalité. Comment ? Par des moyens naturels : la famine et la maladie... » Cette solution était déjà connue du temps de Malthus, mais celui-ci la refusait. À nous de rendre possible le refus des « moyens naturels » en recherchant une solution qui mette l'être humain au centre de la politique, et d'abattre ainsi les perspectives totalitaires de la politique du pire.

Philippe Godard ★
2 avril 2002

CONTACTS POUR EN SAVOIR PLUS

Par Internet, car tout va tellement vite :

**Rural Advancement Foundation
International - Secrétariat international**

110 Osborne Street, Suite 202
Winnipeg MB R3L 1Y5
Canada
rafi@rafi.org
www.rafi.org

Genetic Resources Action International (GRAIN)

Girona 25, pral
08010 Barcelona
Espagne
grain@bcn.servicom.es
www.grain.org

LEXIQUE

ADN : c'est le constituant de base du génome. L'ADN porte « l'information génétique » contenue dans les chromosomes.

Gène : un gène est un des éléments de l'ADN. On dit aujourd'hui, par contamination de l'idéologie informatique, qu'il en est l'un des « éléments d'information ».

Génome : ensemble du patrimoine génétique de chaque être vivant (plante ou animal). Le génome d'une espèce végétale peut contenir plusieurs milliers voire dizaine de milliers de gènes.

Hybride : un hybride, plante ou animal, résulte d'un croisement entre deux lignées parentales qui sont génétiquement différentes.

Sélection végétale : c'est la méthode qui a permis, sur une longue période, de maintenir intactes ou au contraire de modifier certaines variétés de végétaux.

Transgène : gène issu d'un ADN donné et intégré dans un nouvel ADN.

Le procès contre Bové, Soullier et Riesel :

La lutte anti-OGM à un tournant?

Le verdict rendu dans le procès en appel du sabotage du Cirad (le premier d'un établissement de recherche public) contre José Bové et Dominique Soullier de la Confédération paysanne, et René Riesel qui l'avait quittée en mars 1999 a été beaucoup plus lourd qu'en première instance : 6 mois fermes pour Riesel et Bové ; perdant le bénéfice du sursis pour leur condamnation d'Agén en 98 (sabotage d'une usine Novartis), ils totalisent 14 mois (plus 3 mois de McDonald's pour Bové). Soullier a du sursis. Les amendes sont confirmées, les dommages et intérêts portés à près de 240 000 francs. En octobre 2000, Riesel annonçait : « La récréation est finie... »¹

Il s'était démarqué de ses coprévenus en première instance en se livrant à des « Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au Cirad le 5 juin 1999 »². Il y démontait l'incohérence de ceux qui « rêvent de voir les États, sous l'action de groupes de pression "non-gouvernementaux", imposer des "règles" ou des "moratoires" pour modérer les "excès" qu'ils imputent aux seules entreprises multinationales "privées" », s'en prenait au lien entre « la science moderne, cette fille du laboratoire et de l'industrie et cette société de classes », affirmait que « le temps perdu pour la recherche est à coup sûr du temps gagné pour la conscience », et retournait aux « scientifiques » l'accusation « d'obscurantisme » qu'ils adressent aux saboteurs d'OGM.

En appel, il refusa de participer au procès et quitta le tribunal « en renvoyant dos à dos deux manières rivales d'accepter la fatalité de notre soumission aux diktats de l'économie totalitaire : celle qui rêve d'adapter les hommes à l'enfer moderne en dénaturant les génomes et celle qui souhaite discuter démocratiquement des modalités de cette adaptation ».

Pourquoi avoir fait appel ? Quel était l'enjeu de ce procès ? Ce verdict va-t-il imposer un tournant aux luttes anti-OGM ? Nous reproduisons ici un document diffusé sur place et de rapides réponses de René Riesel à quelques questions que cela nous paraît poser.

Courant Alternatif: *Le verdict d'appel est sévère. Quelles conclusions en tires-tu ?*

René Riesel: Il est peu surprenant. La Cour d'appel de Montpellier est réputée « répressive » et on ne devait pas attendre un verdict parodique au prétexte qu'elle se prêtait de nouveau à la scénographie publicitaire voulue par les autres prévenus. L'atmosphère s'est aussi un tant soit peu alourdie depuis septembre. On était prévenu : « En ce moment il y a Vigipirate... Il vaut mieux que les forces de l'ordre soient occupées à autre chose qu'à protéger chaque essai de maïs... On ne joue plus »³. Enfin, la recrudescence et l'approfondissement qualitatif⁴ des actions anti-OGM ne pouvaient laisser rêver au moindre laxisme (je parle de celles qui voulaient atteindre leur objectif, pas des pique-niques où l'on déjeune une fois les CRS installés). Ce que les magistrats ont réprimé pour de bon, une fois achevé le procès pour de rire, c'est ce qui a été fait pour de bon au Cirad, quelque interprétation citoyenniste pour de rire qu'on essaye d'en proposer après coup.

CA: *Alors, pourquoi avoir fait appel et déposer encore un pourvoi en cassation ?*

RR: Mes co-prévenus avaient tout de suite fait appel, je n'avais pas le choix : l'affaire

allait être rejugée. Quant au pourvoi, il permet de gagner du temps.

CA: *C'est une divergence sur le système de défense ?*

RR: Ce verdict ridiculise les illusions judiciaires des amis de l'État et du technocratie régulé. On ne pourrait parler de divergences sur le système de défense que si nous défendions la même chose. On peut se demander, à propos de la « base » citoyenniste, ce qui l'emporte, de la naïveté ou de la schizophrénie. Mais pour ses « leaders », « dirigeants », « experts » et « comités scientifiques », on ne les imagine pas convaincus qu'un sondage sur les préférences des consommateurs, un rapport de l'Afssa et des gesticulations médiatiques impressionneraient un gouvernement ou des magistrats. Il y faudrait un rapport de forces minimum.

CA: *Comment construire un tel rapport de forces sur le front des OGM ?*

RR: Il présupposerait l'existence d'une force d'opposition conséquente aux OGM en tant que tels, c'est-à-dire aux fondements de la société qui les veut. Ce n'est pas donné. Le conflit n'a concerné directement quelques centaines d'individus en France.

Parmi eux, les « opposants » citoyennistes traduisent l'inquiétude et la demande de protection généralisées, universellement produites par le Ministère de la peur, et répondent à ses attentes en exigeant précaution, sécurité, confinement. Ou le déménagement d'AZF à la campagne. Ils sont contre les « brouillons d'OGM », les OGM « insuffisam-

1. Il a en outre été condamné au civil, le 4 décembre à Toulouse, à 1300000 francs de dommages et intérêts au profit de Monsanto, « in solidum » avec la Confédération paysanne, pour une destruction de septembre 1998 et il est à nouveau poursuivi pénalement, avec 13 autres « décontaminateurs » pour une destruction chez Monsanto opérée en mai 2000 près de Namur en Belgique.

2. rééditée sous le même titre, accompagnée d'un compte rendu critique du procès et d'autres documents, par les Éditions de l'Encyclopédie des nuisances ; celles-ci avaient déjà publié « Déclarations sur l'agriculture transgénétique et ceux qui prétendent s'y opposer » de Riesel ; ainsi qu'un des meilleurs livres parus sur les manipulations génétiques : « Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces »

3. Déclaration du ministre de l'agriculture le 20 septembre 2001.

4. On trouve dans les bonnes librairies, la brochure « Textes et documents choisis pour instruire le public et ceux qui font métier de l'informer sur la deuxième campagne contre le génie génétique, août 1999-octobre 2001 » (sans éditeur, Montpellier novembre 2001) qui semble assez exhaustive sur le sujet.

ment expertisés», les OGM «productivistes», les OGM qui ne répondent pas à «la demande sociale». Ils espèrent les thérapies géniques, la médecine «régénératrice» ou la reproduction assistée, vont certainement discuter éthique à propos des cellules souches mais ne doutent pas que leurs enfants apprendront à lire sur ordinateur, «communiquent» par téléphone cellulaire et croient qu'on fait «passer des idées» à la télévision.

À l'opposé, d'ingénieux saboteurs sont parvenus — sur fond, il est vrai, de catastrophes industrielles, de frappes chirurgicales, de «menace bioterroriste», de bronchiolite, d'innombrables actes meurtriers «inexplicables» etc. — à semer quelque trouble dans la «communauté scientifique» et à ramener dans l'époque des doutes sur le développement technoscientifique refoulés depuis la défaite des luttes antinucléaires. La belle question de société! On ne va pas essayer de calmer l'inquiétude, elle est devenue un moteur économique et social reconnu. On va s'employer à évaluer la demande sociale de protection, à démontrer que le «risque» est la condition, sinon le sel, de la survie dans une société industrielle, la seule chose qui donne vraiment leur prix aux marchandises sécurisées. On écouterait les environnementalistes et le «tiers-secteur», on tendra le micro aux épistémologues — des experts après tout! —, les docteurs en éthique pourraient conclure en houspillant les adorateurs du Veau d'or. La question des OGM dévoile trop bien le fonctionnement de cette organisation sociale pour laisser croire qu'elle pourrait être réglée indépendamment de toutes les autres.

CA: *Il n'y a aucun fond moral ou éthique derrière le refus des OGM, pas de sacralisation du vivant, de peur d'un saut évolutif non maîtrisable?*

RR: On en voit en effet de toutes les couleurs, jusqu'à des *baskets* éthiques. Je moquerai moins ce que tu appelles «la peur d'un saut évolutif non maîtrisable». Un peu de patience: ce qu'on appelle *évolution* ne recouvre pas encore les manipulations génétiques, même en prenant au mot les transgénistes quand ils disent qu'ils ne veulent rien d'autre que substituer la puissance de calcul dont ils disposent à la maladroitte main invisible de la nature «qui a toujours fait des OGM» mais par hasard. D'ailleurs, si équipés qu'ils soient, ils savent à peine ce qu'ils font, et pas du tout ce que ça fait quand «ça marche». Autrement dit, ils ne maîtrisent rien du tout. Mais je trouverais plus inquiétant encore que tout cela soit «maîtrisable». Par qui, au fait?

CA: *Tu parles d'opposition aux «fondements de la société» qui veut les OGM. Le texte de la «Société contre l'obscurantisme scientifique et le terrorisme industriel» parle de «lutter contre*

DÉCLARATION

Considérant:

- qu'il est parfaitement illusoire de prétendre lutter contre les OGM sans lutter contre les fondements du monde qui les produit, comme affecte de le faire un citoyenisme quémendeur, respectueux de l'Économie et de l'État,
 - que le battage médiatique et la confusion sont jusqu'ici parvenus, y compris lors du procès en première instance le 8 février, à empêcher que le refus radical du génie génétique *en tant que tel* puisse clairement apparaître comme la seule raison conséquente du sabotage commis au CIRAD et de ceux, connus ou dissimulés, qui l'ont suivi, la fonction, en tous points déterminante dans cette occultation, des citoyenistes, progressistes atterrés qui rêvent de voir les États et la techno-science, globalement intégrée à l'arsenal et aux intérêts de la domination, continuer à *veiller au grain*,
 - qu'il n'est nul besoin d'attendre des conclusions d'experts d'où qu'ils viennent pour savoir de quels désastres sont grosses les innovations «biotechnologiques» quand, sous la forme de l'empoisonnement chimico-nucléaire de la planète, les conséquences et résultats cumulatifs de technologies moins ambitieuses sont partout immaîtrisables, aujourd'hui et pour les siècles à venir,
 - que la science produite par la société industrielle et marchande a déjà contribué à faire de la nature terrestre un chaos et à *inadapter* l'homme à son propre monde,
 - que ce qui se donne aujourd'hui pour une activité scientifique *présentable* consiste seulement à étalonner des seuils de tolérance, à les reculer et à nous acclimater, mentalement et physiologiquement, à un monde rendu proprement invivable, en mobilisant toutes les ressources de l'électronique et de la chimie lourde avant même les promesses des chimères transgéniques,
 - que cette prétention scientifique au contrôle total de la nature, des hommes et de la société n'aboutit manifestement qu'à des mutilations supplémentaires et à des désastres aggravés, et que la fonction résiduelle de cette science mercenaire ne tend à rien d'autre qu'à nous accoutumer à toutes les catastrophes à venir et à équiper les protecteurs de l'ordre social — police, armée, cellules d'accompagnement psychologique, etc. — contre les individus ou les populations qui viendraient à s'y montrer rétifs,
- que les catastrophes sont déjà là, en assez grand nombre et depuis assez longtemps pour qu'il soit clair qu'à défaut de l'extension d'une lucidité critique suffisante sur leurs causes profondes elles n'amèneront qu'un accroissement de la soumission et la perte des derniers lambeaux d'autonomie, autrement dit le besoin et la demande de protection, dispensée par le seul pouvoir d'État ou à l'aide de ses supplétifs, lobbies citoyenistes et autres organisations «non-gouvernementales»,

Considérant l'atavisme réductionniste de la science moderne, sa négligence méthodique des conséquences, et son mépris de toutes les connaissances non-scientifiques qui contribuèrent à l'humanisation *sous toutes ses formes* et s'opposent encore comme elles peuvent à cet extrémisme artificialisateur,

Considérant que l'inconscience scientifique spécialisée répond parfaitement à l'inconscience historique de l'Économie politique, l'autre composante déterminante de l'idéologie dominante,

Considérant en outre qu'au vu de la vulnérabilité intrinsèque du système industriel, de la désintégration sociale planétaire qu'il a produite et du chaos qui en résulte, on doit s'attendre à ce que les temps qui viennent soient ceux du terrorisme industriel et de la guerre permanente, sous l'égide du *Ministère de la Peur*,

Considérant enfin que c'est seulement à partir de l'exercice collectif de la liberté de pensée et de critique que pourront se former des communautés aptes à s'opposer pratiquement aux ravages matériels et *intellectuels* de cette société marchande et techno-industrielle,

la *Société contre l'obscurantisme scientifique et le terrorisme industriel* se donne pour but, sans négliger l'examen pratique des résultats de l'activité techno-scientifique, de passer immédiatement à la mise en cause de ses principes réducteurs, sans qu'il faille voir là une condamnation pure et simple de la science expérimentale occidentale. Mais dans la mesure où celle-ci en est venue à se constituer de façon absolue et exclusive comme le creuset de toute connaissance, s'interdisant et interdisant tout bilan, elle n'en représente pas moins la forme dominante de l'obscurantisme moderne.

C'est au nom de la liberté de penser et de choisir sa vie contre la sursocialisation totalitaire qui se met en place que nous appelons à entamer la discussion publique de ces analyses, le jeudi 22 novembre 2001 à Montpellier.

Société contre l'obscurantisme scientifique et le terrorisme industriel ★

15 novembre 2001

les fondements du monde qui les produit». Mais on reste sur sa soif: quels sont ces fondements? On a l'impression que vous vous étendez davantage sur les conséquences que sur les causes. Et peux-tu dire ce qu'est-ce que cette «Société»?

RR: D'abord un rassemblement de circonstance pour les procès, entre des individus qui soutenaient le sens de ce qui a été fait au Cirad et dans la «deuxième campagne», savaient qu'ils n'avaient pas dépassé un certain nombre de divergences dans les analyses et les pratiques, mais se sont accordés sur l'utilité de continuer à les confronter. Aucun n'est primitiviste, ne veut un quelconque retour à la tradition, à la paysannerie et à l'artisanat du XVIII^e siècle ou au capitalisme préindustriel. Sauf erreur, ce qui les réunit c'est toujours la vieille cause de la liberté. Mais quand son drapeau est tellement mité et ses partisans si rares, il faut bien commencer par mesurer comment on en est arrivé là, à quelle sorte d'ennemi on a affaire, dans quel monde on vit; ce qu'est devenue la question sociale, en somme. C'est par quoi nous essayons de commencer. Est-il si déroutant d'admettre que des «conséquences» peuvent devenir des «causes», que des représentations idéologiques, produites par des conditions matérielles, en produisent à leur tour? On trouve le même réductionnisme scientifique, avide de causes premières et de sujets transhistoriques, des deux côtés des barricades d'antan.



C'est encore lui qui plastronne dans la rue piétonne qu'on a aménagée pour effacer leur souvenir. La résignation de l'individu sur-socialisé et la confiance dans les capacités toujours intactes du «sujet révolutionnaire», à surgir spontanément du sol de la société de masse, sont les deux pôles du même enfermement stérile. S'il n'en reste bientôt plus que le fatalisme, le fanatisme du progrès n'en est pas moins une des premières causes de l'échec des tentatives passées de renversement de l'ordre dominant. Quoiqu'en pensent quelques dévots fossilisés, des stades antérieurs des sociétés humaines ont pu être moins éloignés que le nôtre de poursuivre le processus d'humanisation; ou plus aptes, ce n'est pas forcément la même chose, à faire le choix de l'émancipation.

CA: Le texte parle de «prétention scientifique au contrôle total de la nature, des hommes et de la société». N'est-ce pas mettre sur le même plan des éléments qui ne s'y trouvent pas? La maîtrise de la nature n'est-elle pas un des fondements de l'activité humaine, et la société la structure humaine qui gère ce travail de transformation de la nature? Poser «l'exercice collectif de la liberté de pensée et de critique», en réponse à un système scientifique qui n'est pas autonome mais lié à un système économique et social plus complexe, ne comporte-t-il pas un risque de constituer une avant-garde?

RR: Nous la constatons, cette prétention scientifique à «mettre sur le même plan», à ré-

fier également tout ce qui bouge. Nous remarquons qu'elle s'exacerbe d'autant plus qu'elle échoue régulièrement à tenir ses promesses mais laisse toujours miné le terrain de ses échecs. Que c'est là le monde où nous survivons, suffisamment dénaturé et rationalisé pour que quelques lobotomisés y proclament la fin de l'Histoire. Il est le cadre d'une sur-enchère technique permanente où les dégâts des innovations de la veille commandent automatiquement de provoquer ceux des innovations réparatrices du lendemain. Il ne paraît pas exagéré d'en conclure que si les techniques ont été le fruit de l'activité humaine, leur mouvement devenu autonome en vient à se perpétuer au moyen des hommes. Cela peut conduire à se demander si la compréhension de ce cauchemar ne serait pas améliorée en mettant enfin le mouvement d'autonomisation technoscientifique sur le même plan que le mouvement d'autonomisation de l'économie.

Il y a loin de la maîtrise raisonnée de la nature humanisée, et même du projet cartésien, à la dévastation ininterrompue de ce qui reste de la nature, des hommes et de leurs sociétés. Ces idées sont plutôt simples par rapport aux constructions des agents de la domination, de leurs penseurs stipendiés et de leurs rivaux. Si des communautés et des groupes humains s'en saisissent pour les développer et parviennent à engager, à leur échelle, les processus de réappropriation indispensables, ce sera dans une démarche de dissidence avec la société de masse et ses valeurs. Je souhaite alors bien du plaisir aux candidats avant-gardistes.

article repris de CA n° 116, février 2002 ★

Les précédents hors-séries de Courant alternatif:



Au-delà des frontières: résistons à l'Europe forteresse



Le mythe de la gauche: un siècle d'illusions social-démocrates



Contrôle social: tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes



Ni rose, ni vert, arrêt immédiat du nucléaire



Libération sexuelle et émancipation sociale



Unité des libertaires? Mythes et réalités du mouvement anarchiste!

3,8 € chaque numéro. À commander à: OCL c/o Égrégore, BP 1213, 51058 Reims cedex (chèque à l'ordre de la « La galère »)

Le monde agricole dans la société moderne

Alors qu'avant la Seconde Guerre mondiale, la grande majorité des Français et des Français non paysans avaient encore des parents ou des grands-parents étant à la terre ou l'ayant été, à partir des années 50 ce n'était plus le cas. L'image de la paysannerie est alors devenue plus floue et davantage formatée par les médias et les clichés idéologiques des uns ou des autres que par une connaissance directe.

UNE REPRÉSENTATION déformée et caricaturale s'est peu à peu forgée autour de deux axes : le cliché touristique ou néo-rural, comme une espèce de survivance d'un monde révolu que l'on aime à croiser l'espace d'un mois d'été pour oublier les onze autres mois, et l'émergence, grâce à la télévision surtout, des luttes paysannes (barrages de routes, manifestations, destructions de marchandises) et des obscures négociations de Bruxelles dans le paysage politique français.

MAL VUS ET MÉPRISÉS

Méprisés jusque vers la fin des années 60. D'abord parce que l'idéologie urbaine s'est élaborée pratiquement point par point en contre-pied de ce qui était censé être le monde rural : un univers clos, mesquin, étouffant ; un habitat vétuste et inconfortable ; le paysan est fruste, sale, il a l'esprit lent ; il est âpre au gain, individualiste... on se moque de son patois ou de sa langue, de ses vêtements, de sa timidité lorsqu'il « sort dans le monde ». Paysan, ce n'est pas un métier, c'est un état : on naît paysan. Autant de clichés frisant le racisme et qui ont servi à légitimer le monde urbain lié à l'expansion capitaliste. Images souvent intériorisées par les victimes elles-mêmes, au point de les inciter à tenter l'aventure en ville pour accéder à un état soi-disant plus valorisant, même lorsque la terre pouvait les nourrir encore. Tellement intériorisées que c'est un dirigeant historique de la FNSEA, Michel Debatisse, qui déclarait : « Les campagnes, c'est le Moyen âge au temps de l'électrique. »

Mal vu souvent par le « peuple de gauche », par la classe ouvrière classique reniant ainsi ses origines, parce qu'en France les paysans furent, pendant l'Occupation, l'un des supports populaires au régime de Vichy... ce qui ne fit que conforter cette vieille croyance éclore dans les milieux



pseudo-marxistes et staliniens selon laquelle la paysannerie non seulement ne pouvait être révolutionnaire, mais encore ne saurait être que réactionnaire (c'est-à-dire, en d'autres termes, méfiante vis-à-vis des staliniens). Constat qui se base sur le fait que, dans l'ensemble, elle vote à droite, et, étant surreprésentées dans les deux Chambres, c'est elle qui maintenait au pouvoir des forces réactionnaires. Et, en plus, les paysans ne ferment pas leur gueule, ils foutent la merde ! Blocages de routes, destructions impopulaires de produits alimentaires, violences, etc. L'ouvrier comprend mal : mais pour qui roulent-ils ? Ils ne sont pas si pauvres que ça ! Ils possèdent un capital qui représente ce que gagne un ouvrier en trente ou quarante ans ! Ils ne paient pas d'impôts...

Le mépris vis-à-vis des paysans s'est maintenant estompé avec la remontée des thèmes agrariens — jadis portés par l'extrême droite, maintenant par les écologistes et les classes moyennes de gauche —, opérant ainsi une sorte de retournement idéologique dans une période où le doute s'installe enfin sur l'utilisation qui est faite de la croissance économique et technologique.

En revanche, l'accusation d'être réactionnaire est encore bien présente. Elle n'est peut-être pas dénuée de tout fondement, mais avant de s'en servir à de pures fins de propagande, il faut essayer d'en comprendre les fondements, et surtout se demander si ce qui est censé être « progressiste » n'est pas encore plus sordide et réactionnaire. Le supposé « immobilisme paysan » est-il réellement plus méprisable que la collectivisation forcée, la bolchevisation de la classe ouvrière, le « changement » proposé par les socialistes de guerre ou le prêt-à-penser mitterrandien ? Les sociétés européennes, industrielles et urbaines, se sont édifiées sur le dos des paysans en les tenant à l'écart des avantages et des bénéfices éventuels. La main-d'œuvre inépuisable sur laquelle s'est constituée la marge industrielle a été extraite de la société agricole. Ceux qui « restaient à la terre » ont d'autant plus mal vécu cette lente et inéluctable destruction qu'ils restaient en marge de la civilisation industrielle qui se construisait en portant au pinacle de nouveaux modèles idéologiques, que ce soient ceux de la « réussite sociale », des urbanités, du « confort bourgeois », de la société de consommation ou de la domination de la langue française.

L'autre modèle émergeant de la société industrielle, le socialisme, toutes tendances confondues, portait aussi en lui ces valeurs excluantes pour les paysans, tant il s'était construit dans un système de contre-dépendance du développement capitaliste et, en grande partie, dans sa logique.

Dès lors, pour survivre idéologiquement, il ne restait plus au paysan, nié par le monde qui l'entourait, qu'à se replier sur des valeurs palpables et proches : la religion et le conservatisme politique, le légitimisme plus exactement, pour le plus grand avantage des forces réactionnaires et fascistes qui purent ainsi, en période de crise, faire jouer la mythique « saine pureté » paysanne contre la dangerosité ouvrière et urbaine. Cela culmina dans l'épisode vichyste.

La campagne française n'était pas entièrement « blanche ». Elle avait ses îlots rouges ou roses... et même quelques bastions : Le Midi viticole, par exemple, plus précocement confronté que les autres agriculteurs aux lois du marché capitaliste et aux résistances qui en découlent ; les métayers du Sud-Ouest — surtout dans les Landes (ces deux exemples au sein d'une société occitane moins clérical, et pénétrée d'un radicalisme lié à l'implantation franc-maçonne et à la présence protestante, restes peut-être d'une vieille tradition cathare). Mais aussi des zones comme la Creuse, où nombre d'ouvriers acquis au socialisme durant leur passage à Paris dans le bâtiment retournèrent fréquemment au pays en y important de nouveaux comportements politiques. Et puis, et de manière plus négative, ceux qui crurent pouvoir échapper à la misère en s'alignant sur les idéologies « progressistes » et laïques, en se dotant d'un nouveau curé : l'instituteur. Ceux-là, en Bretagne par exemple, luttèrent avec acharnement contre la langue bretonne, contre les curés et pour la République... envoyant leurs enfants grossir les rangs du sous-prolétariat parisien ou des bonnes à tout faire chez les bourgeois républicains... Misère contre misère !

Cette période dans laquelle le paysan est tenu à l'écart de la « modernité » va prendre fin progressivement, au milieu du xx^e siècle, après la Seconde Guerre mondiale. Une nouvelle période s'annonce, mais elle sera globalement aussi négative et destructrice pour la très grande majorité d'entre eux. Une manière nouvelle de bâtir un monde sur leur dos, avec un autre objectif qui leur sera assigné : produire davantage, se moderniser, œuvrer au nou-

veau processus d'accumulation dont le capitalisme a besoin. En contrepartie, ils pourront enfin consommer... mais à condition qu'ils participent hardiment à leur propre diminution drastique : c'est ce qui sera fait, avec l'aide inestimable de la FNSEA.

PRODUIRE DAVANTAGE

Bien qu'ayant toujours été un grand pays agricole, la France, depuis la révolution industrielle au milieu du xix^e siècle, est en déficit permanent : en 1880, elle importe deux fois plus de produits agricoles qu'elle n'en exporte, et en 1938, trois fois plus. La reconstruction capitaliste qui s'opère après la guerre ne peut se satisfaire de cet état de fait, car le credo de la période c'est que l'Europe doit s'autosuffire (alimentairement, s'entend !). Un spectaculaire retournement va donc s'opérer. À partir de 1960, les exportations croissent, les importations diminuent, si bien qu'en 1970 l'équilibre est réalisé. Le solde positif atteint 10 milliards en 1974, date du premier choc pétrolier et de la venue de Giscard au pouvoir, une manne bienvenue en ce début de crise. En 1981, au début du règne mitterrandien, l'excédent de l'agroalimentaire se chiffre à 26 milliards !

Pendant toute la période qui va de 1954 à la fin du siècle, la production agricole augmente en moyenne de 3 % par an. Pourtant, alors qu'en 1955 elle représentait 14 % du PIB avec 27 % de la population active, en 1975 elle ne représente plus que 5 % du PIB pour 9 % de la population active. Autrement dit : **plus l'agriculture a diminué rapidement en importance dans une économie en expansion et plus elle a contribué au processus de la croissance économique.** L'agriculture est devenue une industrie dépendante du marché, et pour cela **il a fallu remplacer le travail (nombre de bras) par du capital (engrais, matériel, bâtiment).**

Quelques exemples qui illustrent les bouleversements dans l'agriculture

En 1950, il fallait 115 heures de travail pour un hectare de blé produisant 30 quintaux. Vingt-cinq ans plus tard, il ne faut plus que 15 heures pour produire 50 quintaux. La productivité brute à l'hectare a augmenté de 66 % et celle de l'heure de travail s'est multipliée par 12 !

En 1945, il n'y avait que 45 000 tracteurs ; il y en a maintenant deux (au moins) par exploitation.

En 1952, on utilisait en moyenne 40 kg d'engrais chimiques à l'hectare, contre 158 en 1970.

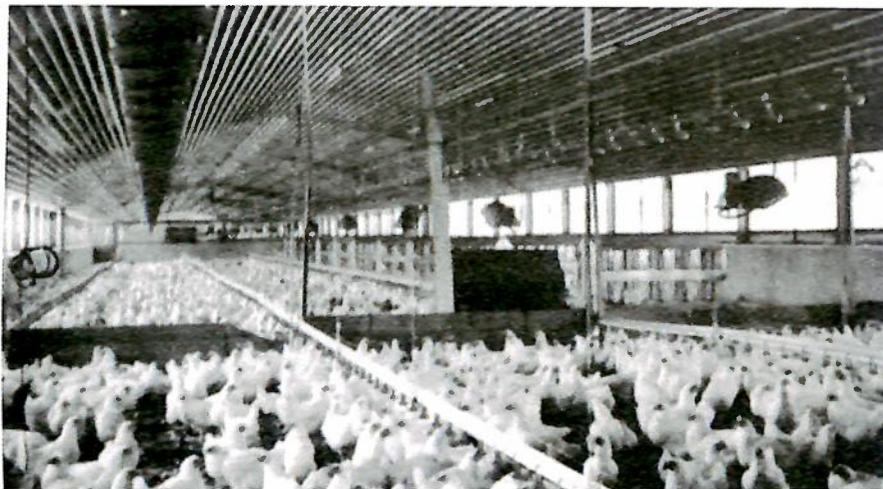
LA POPULATION AGRICOLE DIMINUE

Si la chute s'est opérée lentement mais sûrement pendant un siècle¹, elle s'accéléra à partir de 1954.

- 1954 : 5 millions d'actifs, 2,2 millions d'exploitations,
- 1962 : 3,8 millions d'actifs, 1,8 million d'exploitations,
- 1968 : 3 millions d'actifs, 1,6 million d'exploitations,
- 1975 : 2 millions d'actifs, 1,2 million d'exploitations,
- 1983 : 1,8 million d'actifs, 1 million d'exploitations,
- 2000 : environ 600 000 actifs, pour moins de 400 000 exploitations.

À ces 600 000 actifs, il faut tout de même ajouter plusieurs dizaines, voire de centaines, de milliers de femmes non enregistrées comme « actives », mais qui effectuent largement leur part de travail à la ferme. Également les saisonniers non déclarés, qui sont légions. Et puis, les ascendants vivant sous le même toit, qui prennent souvent une part active à la vie

1. Exception à cette « régularité » : la grande coupe de la guerre de 1914-1918 dont furent essentiellement victimes les paysans.



SAFER : SOCIÉTÉS D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL

de la maisonnée. Ce qui, avec approximativement un million de personnes, fait de l'activité agricole directe l'une des professions les plus nombreuses de l'Hexagone. En revanche, il faut savoir que nombre de ces actifs exercent une activité extérieure, en particulier les femmes.

Le bouleversement qui s'est amorcé depuis 1950, puis accéléré dans les années 60, a eu autant d'effets négatifs sur les paysans que la longue marche déclinante d'un siècle dans la période précédente. Dans cette dernière, il s'agissait de transformer le paysan en ouvrier, mais hors du monde rural; dans la période suivante, il s'est agi de faire de l'agriculteur un consommateur de biens intermédiaires (et non, dans un premier temps, de biens de consommation pour lui-même, bien sûr!) et un producteur de richesses pour l'économie nationale. Ils sont « industrialisés » sur place, cette fois-ci.

Pour réaliser cette transformation, il a fallu introduire la modernité dans les campagnes. Elle s'est répandue, venant des villes, par deux canaux: l'instituteur et la radio (puis la télévision). Il fallait prouver que, par la maîtrise des techniques nouvelles issues du progrès scientifique, les paysans allaient enfin pouvoir profiter des « avantages » du monde industriel au banquet desquels ils n'avaient jusque-là pas été conviés. Même l'Église, plus « avancée » qu'auparavant, s'y est mise. Ce ne furent que leurres et aliénations supplémentaires, puisque productivisme, modernisme, emprunts n'empêchèrent ni la chute brutale du nombre d'agriculteurs (faillites, non-rentabilité, écœurement des jeunes) ni même, au milieu des années 70, la baisse du revenu agricole.

De nouvelles frustrations, d'autant plus durement ressenties que l'espoir avait percé, et qui provoquèrent chez beaucoup un repli vers des valeurs refuges ancrées dans le conservatisme; ce dont la FNSEA tira habilement profit pour mener son double jeu: ruiner les petites exploitations tout en capitalisant ses voix. Mais c'est aussi dans cette période que s'est ouverte une brèche, par la prise de conscience par une minorité des intérêts sociaux et politiques en jeu et du double rôle de certains.

COMMENT LE "PROGRÈS" FAIT BAISSER LE REVENU

C'est le moment ici de constater qu'il n'y a pas LES paysans mais DES paysans. Comme il n'y a pas UNE agriculture mais DES agricultures. Et ces disparités ont bel et bien été accentuées, sinon créées entièrement

Elles furent créées en 1960 dans le cadre de la loi d'orientation. Le but était d'« améliorer » les structures agraires en facilitant l'agrandissement de certaines exploitations et en favorisant l'installation de nouvelles, tout en stabilisant le prix du foncier.

Ce sont, en somme, des agences immobilières contrôlées par l'État, par le biais de ses fonctionnaires qui siègent au conseil d'administration à côté des représentants des organisations professionnelles agricoles (Crédit agricole, mutuelles, etc.). Les Safer achètent des terres libérées et doivent les rétrocéder dans un délai de cinq ans. En général, elles ont un stock de plus de deux années d'avance qui peut aller jusqu'à 200 000 hectares. Qui les finance? C'est le Crédit agricole qui prête aux Safer à un taux très bas. Ainsi, non seulement le Crédit agricole récupère ses fonds remboursés par la Safer, mais il prête l'équivalent à celui qui achète à la Safer. Ces mêmes sommes sont donc prêtées deux fois! Le taux est relativement bas, certes, mais de fait il double! Bonne opération pour la banque « au service du monde rural »! Le résultat, c'est qu'au lieu de stabiliser le prix du foncier, les Safer l'ont fait grimper, surtout dans les régions les plus pauvres où elles opèrent le plus (il y a plus de terres qui se libèrent). Elles sont donc, de par leur composition et leur statut juridique, un instrument au service de la restructuration au profit des plus gros: la grande majorité des terres qu'elles revendent sert à agrandir les exploitations, et peu à des installations (voir dans ce numéro les articles sur le Pays Basque).

Par ailleurs, les Safer se sont fait une spécialité de geler d'énormes surfaces pour les grands travaux (autoroutes, TGV, centrales nucléaires, etc.). Elles possèdent un droit de préemption institué théoriquement pour limiter la hausse des prix (garder la terre à usage agricole), et éviter le morcellement. C'est le contraire qui s'est passé. En ce qui concerne les prix, les « dessous-de-table » sont fréquents et donc, en apparence, un prix peut rester « raisonnable » aux yeux de la Safer. Par ailleurs, les représentants des organismes agricoles qui siègent aux Safer sont toujours en rapport de connaissance, voire de connivence, avec les solliciteurs, de telle sorte qu'il règne dans les transactions un « climat » de magouille et de rapport de forces: tel gros agriculteur veut une parcelle, il saura se faire entendre même si cela conduit au démantèlement d'une exploitation!

En outre, les Safer ne pouvant garder les terres plus de cinq ans, elles ne peuvent pas les louer pour plus de temps. Ce qui a pour effet de pousser à l'achat, donc aux emprunts. Elles provoquent la faillite de qui ne pourra pas rembourser et le cumul des gros qui contrôlent le système.

par la politique agricole menée par les gouvernements et la FNSEA.

En 1960, une loi d'orientation est mise en place pour adapter les structures aux objectifs. Elle part du principe que les revenus des agriculteurs sont faibles à cause d'un manque de modernisme. C'est aussi le point de vue de la FNSEA.

On met en place l'IVD (indemnité viagère de départ) pour faciliter le départ des vieux, plus hermétiques à la modernisation, les prêts bonifiés pour acquérir matériel et cheptel, et les subventions dans le cadre des plans de développement. L'idée est double: développer les conquêtes de marché pour l'agroalimentaire qui doit pouvoir exporter à bas prix, et maintenir les denrées alimentaires à un niveau peu élevé afin de faire pression contre la hausse des salaires ouvriers.

La première conséquence est l'élimination des moins productifs. Dès 1960, la stratégie gaulliste, qui a été d'aider à la sélection des agriculteurs les plus dynamiques, s'est opérée grâce aux quatre vecteurs que sont l'administration, le syndicat FNSEA, le Crédit agricole et l'agro-business.

La seconde conséquence, c'est qu'après une période de dix années de hausse relative du revenu agricole (pour ceux qui restaient) et de l'introduction d'un certain bien-être (électrification massive, appareils ménagers, viabilisation des chemins ruraux...) la situation va se dégrader, à partir du milieu des années 70.

Les coûts de production augmentent (prix industriels en hausse) tandis que les prix de vente diminuent. Pour payer et rembourser, le paysan réduit la part du revenu disponible (rémunération du travail). Il s'est mis à travailler plus pour construire une agriculture de plus en plus intensive, nécessitant toujours plus d'investissements: l'agriculture est la branche de l'activité économique qui nécessite le plus d'investissement par tête de travailleur; il était, au milieu des années 80, trois fois plus élevé que vingt ans auparavant. Sachant que pas mal d'exploitations traditionnelles ont peu investi, cela donne une idée de l'investissement colossal réalisé par d'autres.

Et, bien entendu, l'endettement s'est accru pour permettre cet investissement. La

moitié de l'endettement s'est concentrée sur moins de 20 % des exploitations, dont une bonne partie furent considérées « en faillite » et durent être aidées par le gouvernement. En réalité, les aides fournies aux agriculteurs n'ont fonctionné que comme des primes à l'investissement et à l'accroissement de la production, sans empêcher la disparition de dizaines de milliers d'entre eux.

Ces « modernisations » ont en fait rendu nécessaire l'apport extérieur (pluri-activité, travail extérieur du conjoint ou de la conjointe, retraite des grands-parents...) qui a atteint jusqu'à 70 % en moyenne du revenu d'une exploitation ! Ce chiffre a certes diminué dans les années 90, mais simplement parce qu'une concentration accélérée a encore fortement diminué le nombre des exploitations petites et moyennes.

Le Crédit agricole a fortement poussé vers cette pluri-activité qui lui donne, en plus du foncier, une garantie supplémentaire pour le remboursement des prêts. Ce grand ami des agriculteurs n'a jamais vraiment compté sur l'activité agricole pour faire entrer un peu de pognon !

Et, bien sûr, tout cela sans que le temps de travail ne diminue. Comme le disait un représentant du MRJC (Mouvement rural des jeunesses chrétiennes) : « *La modernisation diminue bien le temps de travail par unité produite. Mais elle augmente simultanément le capital nécessaire par unité produite. Et ce capital coûte cher. Il faut le rentabiliser, et donc accroître l'importance de la production. Pour cela, il faut un temps de travail plus grand, la chaîne est sans fin...* » De plus, cette quantité de travail en augmentation par exploitation est répartie sur moins de bras qu'auparavant, étant donné les changements opérés dans la structure familiale.

LE TERRITOIRE, LE FONCIER

La moitié des terres ne sont pas la propriété de ceux qui les travaillent. Ce qui ne

veut pas dire qu'il y a deux catégories, les propriétaires et les autres, mais qu'un exploitant est dans une plus ou moins grande proportion propriétaire des terres qu'il travaille. Si on compare la carte des surfaces agricoles utiles (SAU) en faire-valoir direct à celle des revenus agricoles, on constate qu'il est loin d'être toujours avantageux d'être propriétaire de la terre ! Le Sud, propriétaire mais plus pauvre (sauf les viticulteurs, les maraîchers et les horticulteurs autour de la Méditerranée), Le Bassin parisien, riche, mais en fermage.

C'est que le territoire, l'espace est devenu une marchandise qui se consomme comme tout autre produit, à cette différence près qu'elle n'est ni extensible ni reproductible. La terre n'est plus un outil de travail pour le paysan qui n'est, de fait, qu'un salarié indirect (et sans les droits habituellement accordés aux salariés) de l'agroalimentaire et des banques. La terre n'est plus qu'un outil de spéculation. Et nul besoin d'en être propriétaire pour spéculer.

JPD ★

L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

Apparue aux USA dans les années 30, elle ne perce véritablement en France que vers 1960, c'est-à-dire au moment où la population hexagonale, gavée et repue après les privatisations de la guerre, se tourne vers la qualité plus que vers la quantité.

En gros, les principes de l'agriculture biologique sont :

- utilisation d'engrais minéraux ;
- pratique de l'assolement/rotation ;
- activation de la vie microbienne du sol.

Elle combat : Les labours profonds, la monoculture, l'utilisation de pesticides.

Les objectifs sont triples : produire de la bonne qualité (santé), ne pas épuiser la terre (écologie-environnement), échapper le plus possible aux circuits de distribution entre les mains du capitalisme international (aspect social).

Un autre intérêt est qu'elle nécessite un faible capital de fonctionnement en réduisant le matériel lourd et ce, pour des rendements qui peuvent être voisin de l'agriculture moderne (souvent appelée maintenant... traditionnelle !)

Celles et ceux qui la pratiquent (peu nombreux) y sont venus soit pour des raisons éthiques, soit pour faire vivre une exploitation trop petite. Il s'agit pour l'essentiel de maraîchage (sur 10 ou 20 hectares ou moins parfois) ou de polyculture-élevage (20 à 50 hectares).

Cela, c'est la théorie. La réalité s'en éloigne à pas de géants. Le « sain », le « pur », le « naturel », est à la mode. Le marché augmente de 30 % par an et ce qui se vend est de très loin supérieur à ce qui se produit. Si, pour l'essentiel, les produits livrés par les « paysans bios » le sont effectivement, ce n'est souvent plus le cas dans les magasins spécialisés. Un « bio » vend au maximum 20 % plus cher sur le marché ou à l'exploitation, alors que la revente en magasin atteint 75 % de plus.

Lemaire-Boucher a mis pas mal de nitrate dans son idéologie sacro-sainte et est plus ou moins entre les pattes de la très « pure » multinationale Nestlé.

La Vie Claire, rappelez-vous, ce fut le très « sain » Bernard Tapie.

Quand à Diététique et Santé elle n'était qu'une annexe de la très « anti-chimique » Rhône Poulenc.

La véritable production biologique est ainsi flouée et doit partager le discrédit qui entoure les industriels de la bio. Tout ça pour vous dire que si vous ne cultivez pas votre jardin ou n'achetez pas directement à un paysan ou à une paysanne bio, vous avez le choix entre de la merde à prix moyen ou de la merde à un prix élevé. Mais l'essentiel est d'avoir la foi.

- 👁 Présentation et contacts de l'OCL
- 👁 le journal *Courant alternatif*
- 👁 Les autres publications de l'OCL
- 👁 Textes et débats
- 👁 Dossiers
- 👁 Liste thématique de liens

<http://oclibertaire.free.fr>

Le remembrement

Tout le monde connaît les aspects négatifs du remembrement d'un point de vue écologique (arrachage des haies, écoulement des eaux, vent, pollution visuelle...). C'est le plus souvent à ces aspects-là que les écologistes se limitent. Pourtant, ce qui est moins connu et qui mérite de l'être, ce sont les causes et les effets sociaux du remembrement. On reconnaît aisément un paysage « classique » d'un paysage remembré (la Beauce, avant d'être ce qu'elle est, était un bocage). Le premier inscrit dans le découpage territorial des rapports de parenté, le second des normes productives.

À PARTIR DE 1789, la petite paysannerie accède progressivement à la propriété, arpent par arpent, parcelle par parcelle¹. Chaque morceau de terre se divise au fil des successions en un patchwork indescriptible de terres. C'est précisément ce rapport quasiment méticuleux à la propriété qui a amené à une exploitation plus communautaire des terres. Le formidable

attendre Vichy et un pouvoir plus étendu de l'État pour que le mouvement redémarre. Comme quoi l'État peut à la fois vanter les « valeurs éternelles de la campagne et des paysans » et les « foutre en l'air » dans le même temps. La loi du 9 mars 1941 institue le remembrement : « améliorer l'exploitation agricole des biens qui y sont soumis. Il doit tendre à

– Ensuite, et depuis 1975, en assignant au remembrement d'autres buts qu'agricoles (réserves foncières pour la commune, lotissements, etc.).

Le processus décisionnel est pervers. Il a une apparence démocratique puisque les agriculteurs locaux sont consultés (seulement consultés !). Mais en général leurs représentants sont ceux qui, dans la commune, ont déjà le pouvoir, les gros, et qui ont intérêt au remembrement ; si bien que l'organisme décisionnel peut, sans problème, se soumettre aux avis de la « base » qui vont généralement dans son sens. Ces magouilles n'apparaissent pas toujours clairement car le processus est long : négociations, querelles, rapports de forces dans le village... mais qui se terminent toujours dans le même sens : favoriser les plus productifs et accroître les différences.

JPD ★



enchevêtrement rend impossible une stricte exploitation individuelle. La conséquence de cette logique est que, pour chaque changement, il faut l'accord de tous, ce qui freine considérablement l'introduction du progrès technique et renforce cet ennemi naturel du capital, l'immobilisme.

L'idée de remembrement naît de l'idée de casser l'aspect communautaire pour permettre la concurrence entre les exploitants et donc la mainmise sur eux, en remplaçant la dépendance interne par une dépendance extérieure. En 1918, le manque de bras dû à la boucherie de la « grande guerre » permet l'introduction du machinisme et donc les premiers remembrements. Mais la résistance passive est grande et, entre 1918 et 1941, seulement 54 000 hectares sont remembrés. Il faut

constituer des exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées».

En 1975, 9 millions d'hectares ont ainsi été remembrés. Deux groupes minoritaires sont en fait intéressés à ces opérations : les « gros » et l'État. Il s'agit en fait d'exclure les paysans de l'aménagement rural. De deux manières :

– En ôtant à la terre sa valeur d'usage pour la famille paysanne. Ce qui est pris en compte pour les transactions, ce n'est pas la valeur vénale traditionnelle, pratique (celle que connaissent et contrôlent les paysans), mais la nature géologique du sous-sol, la composition physique et chimique de la terre, choses que les paysans ne connaissent pas et qui préparent une agriculture industrielle qui leur échappera.

1. C'est là le fait essentiel de la Révolution, pour ce qui concerne la paysannerie. Et non l'abolition du servage, comme la mythologie « républicainiste » tente de nous le faire croire. En 1789, il n'y avait plus de serfs, ou presque, sur le territoire hexagonal ! L'abolition du servage ne fut qu'une mesure symbolique — et même démagogique —, un peu comme l'abolition de la peine de mort au début du premier septennat mitterrandien : cela sauva certainement deux ou trois vies, mais dans les faits elle n'était plus guère appliquée. Mais c'est, en dernier ressort, à cette mesure que se sont accrochés les déçus de la tontonmanie pour justifier, malgré tout, leur choix de 1981. Dans un autre registre, l'abandon de Superphénix à l'aube du premier gouvernement de la « gauche plurielle », revendiqué par les Verts comme une victoire due à leur action, était en fait prévu depuis belle lurette. Ce qui est symptomatique, c'est que le caractère symbolique, virtuel, démagogique de certaines mesures finit par devenir, dans l'imaginaire populaire, une réalité... par la grâce des hommes politiques et des professeurs d'histoire, il faut bien le dire. Interrogez des enfants sur la Révolution française : la prise de la Bastille sera la première image qui leur viendra, et vous trouverez ensuite l'abolition du servage. Interrogez des plus grands... jusqu'au niveau Bac et au-delà... la plupart pensent, en toute bonne foi, qu'avant 1789 les paysans étaient en grande partie des serfs, des esclaves...

Campagnes à vendre

Le miroir aux illusions

En France, les campagnes ont encore occupé la une des médias, à l'occasion de sabotages contre l'implantation des premiers plans de céréales transgéniques, puis du saccage du McDonald à Millau. C'est chaque fois le même scénario : les hommes d'État, et les journalistes à leur solde, cloîtrés dans la capitale, affichent à l'ordinaire le plus souverain mépris pour les « ploucs » des provinces, incapables à leur yeux de la moindre initiative autonome. Lorsque le voile du silence est déchiré, ils ressortent les poncifs les plus éculés sur les belles traditions campagnardes de la France. Pour y comprendre quelque chose, mieux vaut abandonner le terrain du spectacle pour nous préoccuper de la réalité.

DANS LE PASSÉ, la France a été l'État le plus centralisé d'Europe, dont la grande majorité de la population était composée de paysans parcellaires. Mais, n'en déplaise aux nostalgiques, le capitalisme a depuis longtemps modifié la structure de la société campagnarde. Elle n'a plus grand-chose à voir, sauf parfois dans quelque vallée enclavée de haute montagne, avec les images d'Épinal. Deux guerres mondiales, puis l'accumulation forcée du capital dès les années 50, sous l'égide de l'État et par le biais des plans d'aménagement du territoire national, l'ont labourée en profondeur.

La manifestation la plus évidente de la modification de la société rurale est la désertification rapide de régions entières. Mais, de façon plus générale, ce sont les formes de propriété, les modes de travail et les façons de vivre qui ont été bouleversés en profondeur. À sa façon, le capitalisme a surmonté l'antique opposition entre la ville et la campagne. Le même délire totalitaire des urbanistes qui détruit les villes reconstruit, sur la base de la désertification, des pseudo-campagnes désormais recouvertes de masses informes de résidus urbains et saignées par les tranchées des autoroutes et des chemins de fer à grande vitesse. À la suite des premières, transformées en centres urbains, les secondes sont devenues pour l'essentiel des zones rurales périphériques dont les locataires n'ont plus grand-chose à voir avec les villageois d'antan.

Les paysans parcellaires avaient leurs préjugés. Mais ils avaient au moins le souci de ne pas trop épuiser les sols et les animaux. Ils savaient que leur fertilité n'est pas inépuisable. Ils les laissaient se reconstituer et les aidaient à le faire, entre autres par la rotation des cultures. L'industrialisation de l'agriculture exige, elle, que les sols et les bêtes rendent gorge au plus vite, que la polyculture et l'autosubsistance soient réduites à la portion

congrue. Au nom du progrès, les agriculteurs ont perdu dans leur masse le souvenir des savoir-faire et des solidarités villageoises. Ils partagent désormais les représentations réifiées des agrocrates pour qui les sols et les espèces sont les bancs d'essai de manipula-

« Qui sommes-nous, nous, pauvres vigneronns ? Nous sommes ceux dont chaque espoir s'est traduit par plus de misère. Nous sommes ceux qui, rivés au sol, demandent à ce sol leur pitance. Parmi les gueux, nous sommes les plus gueux. »

Le Tocsin

Dimanche 7 mai 1907, Argeliers, Aude

tions chimiques grandeur nature, voire génétiques. La plupart d'entre eux déversent sans complexe, tous azimuts, leurs éprouvettes géantes bourrées d'engrais, d'insecticides et d'antibiotiques et participent ainsi à la stérilisation de la vie. Sous la houlette de l'État, via l'INRA et l'école d'agriculture, ils sont devenus des techniciens, puis, avec la spécialisation et la dépréciation du travail, des opérateurs, chargés, entre autres tâches répétitives, de contrôler l'état des cultures et des élevages assistés par ordinateur. Ceux qui sont hostiles au productivisme à outrance et aux nuisances qu'il engendre, qui refusent de produire, de consommer et de faire consommer à autrui n'importe quoi, qui tentent de perpétuer des connaissances et des formes d'entraide communautaire d'autrefois, de les développer sous le label du bio, restent des exceptions.

Les tracteurs ont favorisé depuis longtemps la concentration des parcelles et transformé leurs possesseurs héréditaires en débiteurs à vie du Crédit agricole, criblés d'hypothèques. Les semences hybrides leur ont porté le coup de grâce. Elles ne permettent pas aux agriculteurs de garder en partie le grain récolté pour réensemencer les champs, ce que les paysans ont fait pendant des millénaires, et

encore moins d'améliorer les espèces qu'ils cultivent. Ils doivent les racheter chaque année aux semenciers, qui les fabriquent, eux, par croisement et sélection forcés.

Dans le meilleur des cas, les hybrides sont stériles au bout de quelques années à peme.

Dans le pire, dès la première année, telles les variétés de maïs trafiqué qui sont devenues l'une des bases principales de l'alimentation animale et humaine, dans les pays capitalistes avancés du moins. La hausse de la productivité se réalise ainsi au prix de la perte de la faculté de reproduction et de la dépendance accrue des derniers agriculteurs traditionnels aux groupes agroalimentaires. Adaptées à la monoculture intensive et extensive, les graines hybrides génèrent des plantes fragiles, qui pompent le maximum d'eau et exigent des masses croissantes de pesticides et d'engrais artificiels pour survivre dans le milieu qui leur est devenu hostile. En quelques décennies, l'agriculture céréalière est devenue la vache à lait des trusts, de la Lyonnaise des eaux à Rhône-Poulenc.

DÉJÀ, À L'ÉPOQUE de la révolution de 1848, Marx soulignait que « la parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan le soin de voir comment il réussira à se payer son salaire »¹. Il y a longtemps que les agriculteurs ne négocient plus l'essentiel des marchandises sur les marchés des bourgs, à l'exception des zones reculées et des branches particulières, comme le bio. Les firmes leur fournissent les marchandises à traiter, leur reprennent pour les livrer à d'autres, avant de les revendre elles-mêmes.

Bien sûr, les systèmes contractuels peuvent recouvrir des situations de classe très diffé-

1. *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte*, Karl Marx. Œuvres choisies, tome I, Éditions du Progrès.

rentes. Les propriétaires aisés, sinon cossus, qui emploient des salariés par intermittence, en particulier des sans-papiers originaires d'Europe centrale, sont eux aussi soumis à de tels systèmes. En bas de l'échelle, les smicards à façon de l'agrobusiness possèdent au mieux leur lopin et leur habitation, à titre de propriété nominale. Ils sont soumis à l'une des formes du travail salarié à domicile, faite de labour acharné, de chômage forcé, de recherche de travaux annexes pour boucler les fins de mois. D'ailleurs, l'activité rurale est de plus en plus déconnectée de l'activité agricole: elle est liée au tourisme, etc. Pour les plus ruinés, les modiques subventions parviennent à peine à couvrir l'entretien de la famille et à assurer l'équivalent du RMI. Pourtant, dans les campagnes, les représentations et les termes que l'on emploie pour parler de la lamentable situation sont en constant décalage par rapport à ce que l'on subit. Bien peu reconnaissent comme telle leur situation de classe et la plupart s'accrochent encore au mythe de leur fantomatique propriété. Voilà qui fait l'affaire des propriétaires réels de l'agriculture. L'État maintient la fiction du libre marché, dans la mesure où, pour les premiers concernés, il est synonyme d'autonomie. Les agromanagers, en versant des salaires aux pièces sous forme de prix, qui plus est indexés sur les prix de marché manipulés par l'État et la Commission européenne, font des bénéfices accrus à moindre frais. On aurait tort de n'y voir que des formes obsoètes condamnées à disparaître. Selon la formule bien connue, le plus archaïque est aussi le plus moderne. Les salaires aux pièces alignés sur les bénéfices de l'entreprise sont aujourd'hui portés aux nues par les apologistes du capitalisme fin de siècle.

BAKOUNINE SIGNALAIT, à la veille de la défaite de la Commune de Paris, que «les mesures réactionnaires du pouvoir central sont, en France, décrétées au nom des paysans, même lorsqu'elles sont prises contre eux»². Épaulé par les chefs syndicalistes de la FNSEA, aux origines quelque peu monarchistes et vichystes, l'État continue, à chaque crise, à jouer le rôle de protecteur de la paysannerie. En réalité, la modernisation de l'agriculture a bénéficié en priorité aux agrariens qui, par le biais de la concentration des terres et de l'intégration à l'industrie, ont formé des trusts, lesquels contrôlent et dirigent l'ensemble de la chaîne agroalimentaire, de la production à la distribution, dans l'Hexagone et hors des frontières. En moins de cinquante ans, la France est devenue le premier exportateur d'agroalimentaire en Europe, le deuxième derrière les États-Unis sur le marché mondial.

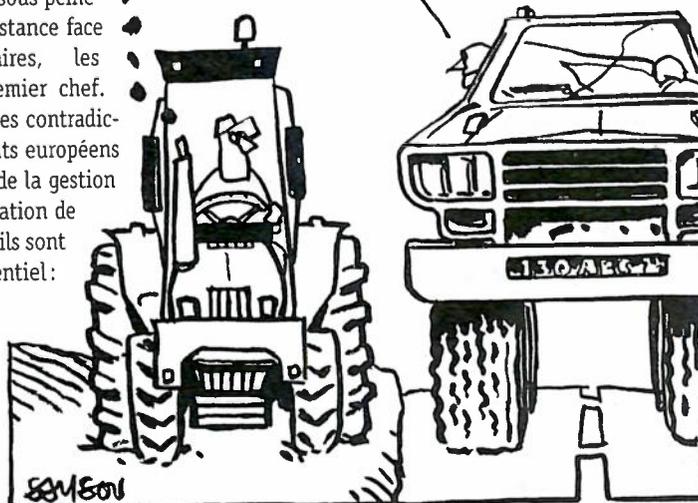
Avec l'avance fulgurante du capitalisme high-tech, l'intégration accrue à l'Europe, la concurrence déchainée pour le contrôle du marché mondial, sur fond de surproduction

agricole, les choses ne vont pas s'arranger pour les agriculteurs au bord de l'abîme. Le capitalisme français ne peut pas piétiner sur place sous peine de perdre de la distance face à ses adversaires, les États-Unis au premier chef. Bien qu'il existe des contradictions entre les États européens sur les modalités de la gestion et de la transformation de l'espace commun, ils sont d'accord sur l'essentiel:

la concentration de la propriété foncière et la productivité agricole sont encore insuffisantes. En France même, l'État, en complicité avec Bruxelles, va limiter à presque rien les mesures d'assistance, indexer encore plus les primes sur les gains de productivité, développer le système de quotas et de mise en jachère obligatoire, etc. Sans hésiter à employer la contrainte. Depuis Napoléon, la gendarmerie a pour rôle traditionnel de quadriller la campagne. Progrès oblige, elle est désormais secondée par les gestionnaires de Bruxelles, assistés de satellites artificiels chargés de surveiller l'application des directives de la PAC.

Dans cette optique, la mise en œuvre à grande échelle de la transgénèse apparaît comme la nouvelle Amérique de l'Europe agricole. Les naïfs croient que l'État français hésite à le faire encore pour quelque raison humanitaire. Mais depuis plusieurs années, nous ingérons déjà du transgénétique, via la lécithine de soja et les dérivés du maïs. En France, les recherches sont poursuivies de plus belle. Elles ont déjà commencé à être appliquées en grand par l'INRA sur les terrains de chasse habituels de la France, en Afrique de l'Ouest. Et la transgénèse permettra de déconnecter encore plus l'agriculture de l'alimentation. Dans l'imaginaire populaire, les deux sont liées. Pourtant, des agriculteurs cultivent déjà des céréales pour alimenter les secteurs de la bioénergie, de la pharmacie, etc. Dans l'avenir, des pans entiers de l'agriculture seront utilisés pour fabriquer des matériaux transgénétiques pour l'industrie, telles les semences de colza trafiquées qui génèrent des polymères. Par contre ni l'Europe en général, ni la France en particulier, ne veulent que les États-Unis prennent le contrôle du marché agricole européen, par transgénèse interposée, qui joue ici le rôle du cheval de Troie pour renverser les barrières du protectionnisme continental. Tel est le sens des moratoires, des étiquetages et des opérations promotionnelles sur la qualité des marchandises agricoles hexagonales.

ALORS
COLLEGE
ON TOND SON
GAZON
?



DANS LA MARCHÉ FORCÉE vers la centralisation accrue du capital européen, le rôle dévolu à la France, située au carrefour de l'Europe occidentale, est quelque peu particulier. La variété des reliefs, des climats et des prétendus terroirs doit être mise en valeur bien plus qu'elle ne l'a été jusqu'à aujourd'hui. Il faut donc aménager les régions désertifiées pour les transformer encore plus en parcs et en villages à la française, dans lesquels les hilotes épuisés des centres urbains pourront déguster de l'authenticité rurale de pacotille, et, pourquoi pas, y développer le télétravail. Dans les années 70, les révoltés qui désertaient les mégapoles espéraient au moins réaliser ailleurs des activités communautaires en rupture avec le monde de la marchandise. Les cadres transplantés, eux, viennent avec leur ordinateur portable et veulent disposer sur place de marchandises dernier cri. Pour réaliser de tels objectifs, à côté de l'agriculture high-tech ultraconcentrée et de l'utilisation de zones ravagées comme poubelles industrielles, la France subventionne l'agriculture et l'élevage de terroir, source de prestige et de lucratives bénéfices sur le marché mondial, dans lesquelles la bio banalisée, déjà en partie industrialisée et financée par l'agroalimentaire, jouera le rôle de la bergère. Voilà le sort réservé à la progéniture des derniers agriculteurs: jardiniers de la nature en kit, grooms de gîte d'étape, gardiens de dépôt d'ordures Mais, dans les plans de répartition de la population, Paris n'a pas oublié celle des mégapoles. Il compte confier la reconstruction de hameaux en ruine à des «désespérés» des banlieues casernes. Rien de tel que le travail au RMI, en plein air et au milieu des décombres, sous l'œil de la gendarmerie, pour calmer les esprits échauffés.

2. Lettre à un Français sur la crise actuelle, Michel Bakounine. Œuvres, tome 11, Stock Plus.

POUR LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ de la modernisation de l'agriculture, la source exclusive de leur malheur est ailleurs : aux États-Unis, dans le reste de l'Europe, voire dans la puissance des trusts français. D'où leurs crises de fureur, encadrées par les nerfs des leaders de la FNSEA, contre les préfectures honnies, symboles du pouvoir central, aux cris chauvins d'avant le déluge « Pays, paysans ! » ils brûlent leurs récoltes et immolent leur bétail, en sacrifice au dieu du marché, dans l'espoir insensé de relever les cours. Tandis que, en coulisses, leurs leaders les écrasent au nom de l'unité paysanne, via le ministère de l'Agriculture et la Commission de Bruxelles. Et les plus xénophobes rejoignent les miliciens chasseurs pêcheurs de la Coordination paysanne, créatures du couple vendéen de l'année, de Villiers-Pasqua.

Pourtant, dès Mai 68, des poignées de paysans révolutionnaires tentèrent de rompre avec le mythe de l'unité paysanne. Tels ceux qui furent solidaires des grévistes, en particulier dans la région nantaise, lorsque les ouvriers de Sud-Aviation entrèrent les premiers dans la grève générale. « Nous ne serons pas les Versaillais de Mai 68 »³, affirmait le tract diffusé dans la ville par l'éphémère Comité de liaison ouvriers-paysans. Dans les années qui ont suivi, les révoltés des villes et ceux des campagnes eurent de nombreuses occasions de lutter au coude à coude, du Larzac à l'opposition à l'implantation des centrales nucléaires et à bien d'autres plans pharaoniques de l'État. Quand nous regardons avec recul les luttes de l'époque révolue, il est facile d'y voir bien des naïvetés, le mythe de la vie naturelle hors des métropoles, et des limites, la panacée de la gestion du travail par les travailleurs eux-mêmes, hors du contrôle de l'État, qui sous-tendait l'idéologie antiproductiviste de groupes comme Paysans travailleurs. Il n'en reste pas moins vrai que des paysans radicaux abandonnèrent bien des préjugés, y compris ceux relatifs à « leur » propre propriété, affichèrent leur hostilité à l'État et placèrent leurs espoirs dans la montée et la convergence des luttes réelles contre le monde capitaliste.

Au cours des dernières années, les actions subversives menées par quelques ruraux et néo-ruraux incontrôlés qui, pour certains, sont membres de la Confédération paysanne, ont pu faire croire qu'elle allait reprendre le flambeau du radicalisme paysan des années 70. Mais l'influence de la Confédération a grandi, au cours de la dernière décennie, en raison inverse du recul des résistances radicales. Les sabotages, qu'elle a parfois soutenus du bout des lèvres, dans la mesure où ils lui permettaient d'avoir pignon

sur rue, ne reflètent pas les positions de l'ensemble de ses membres qui, pour beaucoup, sont des transfuges de la FNSEA déçus, sans plus, par leurs leaders. Présentée comme l'héritière de Paysans travailleurs, elle n'en a repris que les travers, amalgamés aux idées à la mode à gauche de la gauche caviar, de la bio pasteurisée à l'écologisme gestionnaire de l'État. Sa contestation des dérives génétiques a pu faire quelque peu illusion. Mais elle est toujours restée sur le terrain réformiste du « principe de précaution » et du « moratoire sur la mise en culture et la commercialisation des semences transgéniques », contrôlés par des « comités d'éthique sur la génétique animale et végétale »⁴, placés sous l'égide de l'État.

« **L'AGRICULTURE PAYSANNE** », qui constitue le noyau de son programme, est le kit idéologique de tous ceux qui en veulent à l'agrobusiness, pour les motifs les plus divers et, parfois, les plus contradictoires. En théorie, les leaders de la Confédération la définissent comme « l'agriculture qui encourage la



24 mai 1968 à Nantes

qualité, l'emploi par l'installation de nombreux paysans et l'aménagement harmonieux du territoire », voire « l'autonomie des paysans envers l'agrobusiness »⁵. Drôle d'autonomie individuelle, puisque, de leur propre aveu, la réalisation de leur programme n'a de sens que dans le cadre du marché agricole, oxygéné par les aides de l'État et celles de la Commission de Bruxelles. Rien d'étonnant qu'ils participent aux élections des chambres d'agriculture et talonnent le gouvernement, comme n'importe quels bureaucrates syndicaux, afin d'être acceptés au Conseil économique et social, pour y jouer les conseillers du prince.

En pratique, « l'agriculture paysanne » masque les lignes de fracture réelles dans les zones rurales. Ainsi, les leaders de la Confédération demandent à intervalles réguliers que telle ou telle branche de l'agriculture

recupère en partie les bénéfices monopolisés par l'agrobusiness, sans toucher aux prix de marché, pour ne pas soulever l'indignation des consommateurs. Bien entendu, la chute des cours accélère la concentration de la propriété entre les mains des patrons de la branche. Mais leur augmentation conduira au même résultat ! Car dans chaque branche, les producteurs ne sont pas sur le même pied. Loin de là. À supposer que la chose soit possible, sous la forme de soutien des cours par l'État, la situation des hilotes ruraux ne changera pas pour autant. Les leaders de la Confédération révèlent ainsi leur incapacité de dépasser l'horizon du capitalisme, à reconnaître la permanence de situations de classe très différentes dans les zones rurales, même si elles sont regroupées sous l'appellation non contrôlée et fallacieuse de paysannerie d'origine. En témoignent les modèles d'agriculture paysanne prospère qu'ils portent aux nues et qui servent à faire rêver ceux qui crèvent à petit feu sur leur lopin. Au nom du bio, ils font la publicité de propriétaires qui investissent dans les marchés

porteurs, comme les marchandises de terroir à usage des touristes ou destinées à l'exportation, lesquelles sont bien plus vendues dans les boutiques de luxe que dans les rayons des supermarchés : foie gras, etc. Bel exemple d'activité paysanne respectueuse de notre milieu que le travail générateur de « bonne bouffe », qui repose sur les procédés les plus implacables de domestication des volatiles.

Comme d'autres rénovateurs qui ont pris leur distance envers les centrales ossifiées, tel Sud chez les fonctionnaires de l'État, les leaders modernistes de la Confédération ont compris que la base traditionnelle du syndicalisme à la papa périclitait, y compris dans l'agriculture, par suite des mutations

profondes que connaît, depuis plusieurs dizaines d'années, la structure de classe de la société. C'est le capitalisme lui-même qui scie la branche sur laquelle prenait appui le corporatisme paysan, borné à la défense de la parcelle. Voilà pourquoi les leaders de la Confédération récupèrent en partie les déçus de la FNSEA et cherchent des ouvertures à travers les murs des lopins afin d'élargir leur audience à d'autres couches, urbaines et

3. Tract du Comité de liaison ouvriers paysans. Cité de mémoire. Document sans doute introuvable aujourd'hui dans des publications.

4. Technologies génétiques : pour le moratoire sur la mise en culture et la commercialisation, pour l'application du principe de précaution. Communiqué de la Confédération paysanne, 17 mars 1997, siège de Bagnolet

5. Agriculture paysanne : l'agriculture au service de la société. Communiqué de la Confédération paysanne, 25 mai 1997, siège de Bagnolet.

rurales, y compris hors des frontières, en direction du tiers-monde, pour lequel ils préconisent leur version recyclée de l'autonomie nationale : l'autonomie alimentaire de chaque État. Dans l'Hexagone, la lutte contre la « mal bouffe » est le pivot de leur opération promotionnelle. Sous prétexte d'écologie et de respect du citoyen, ils caressent dans le sens du poil le chauvinisme gastronomique bien français et se font l'écho des inquiétudes de franges encore restreintes de la population, préoccupées par la dégradation rapide de l'alimentation et l'accumulation des scandales dans le secteur agroalimentaire.

Là comme ailleurs, il s'agit de recycler les idées reçues qui constitue le fond de commerce de la contestation platonique de la propriété et de l'État afin de « légitimer notre rôle d'interlocuteurs incontournables entre le monde paysan et les pouvoirs publics »⁶. La Confédération fait du lobbying, au coude à coude avec les champions de la « lutte contre le néolibéralisme », dans le style de l'Attac. Rien de plus.

PENDANT PLUS DE CENT ANS, toutes les tentatives de subversion du monde, à la ville comme à la campagne, ont buté sur la question de la propriété, en particulier de la propriété paysanne. De la prise de position des campagnes dépendait souvent le sort des grandes grèves dans les villes, voire des insurrections qui y éclataient, comme le montra l'aventure de la Commune de Paris. La famine fut toujours l'une des forces dissolvantes des révolutions urbaines, peut-être plus sournoise et plus dangereuse que la répression de l'État lui-même. Pour la surmonter, le rôle des paysans était déterminant : ils détenaient encore la clé des greniers. Voilà pourquoi l'une des préoccupations essentielles des ouvriers insurgés était le ravitaillement de la ville par la campagne et le type d'échanges qu'ils pouvaient mettre en place avec les paysans. Nous savons aussi que les tentatives de résoudre le problème des sources d'approvisionnement de façon autoritaire, par la terreur de la ville sur la campagne, à la mode du Parti communiste russe, c'est-à-dire par l'expropriation forcée de la propriété traditionnelle sous l'égide de l'État, ne fit qu'aggraver la situation.

Désormais, vu les bouleversements accomplis par le capital lui-même dans les États les plus avancés de la planète, la question ne peut plus être posée dans les mêmes termes. L'agriculture est devenue pour l'essentiel l'une des dépendances de l'industrie. Il en résulte que la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la vie humaine, le boire et le manger, sans même parler du reste, devient de plus en plus problématique.

Des poussées révolutionnaires sont impensables sans le blocage prolongé de secteurs aussi décisifs de l'économie que celui de

l'agroalimentaire. De telles paralysies de la production confronteront bien plus vite qu'autrefois l'ensemble de la population, y compris la population rurale, à l'angoissante question alimentaire. Pour commencer à la résoudre, il est impossible de se contenter d'exproprier les expropriateurs, de remettre en route telles quelles les principales branches de l'économie, l'agriculture en particulier. Sa résolution exige la rupture radicale la plus rapide possible avec l'ancien monde de la propriété, du travail et de l'État.

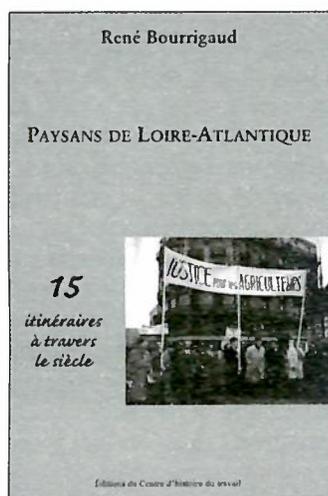
Pour ce faire, les révolutions à venir reprendront à leur compte, et développeront sans doute, des formes d'activité et d'entraide issues de l'histoire paysanne qui n'existent plus aujourd'hui, sous nos latitudes, qu'à l'état de traces imperceptibles. Mais gardons-nous de la nostalgie du passé mythifié, sous peine de retomber dans les ornières de

la domestication, qui accompagne la propriété foncière, fût-elle celle du paysan. Sans refonder vite l'ensemble de l'activité humaine sur des bases contraires à celles qui sous-tendent la propriété et l'État, sans liquider l'agriculture au bénéfice de modes de culture susceptibles de transformer la nature sans la détruire, la libération des esclaves salariés du joug de l'exploitation et de la domination restera du domaine des vœux pieux.

André Dréan ★

(tiré de l'Oiseau tempête n° 6)

6. À nous tous d'être à la hauteur ! Éditorial de Campagnes solidaires, du 1er novembre 1999.



«PAYSANS DE LOIRE-ATLANTIQUE 15 ITINÉRAIRES À TRAVERS LE SIÈCLE»

de René Bourrigaud – Ed. du Centre d'histoire du travail, 2001, (25,31 € port compris à CHT, 2 bis, bd Léon Bureau, 44200 Nantes).

Ancien animateur syndical paysan dans les années 1970, maître de conférence à la Faculté de droit de Nantes aujourd'hui, René Bourrigaud est un fin connaisseur de l'histoire du syndicalisme paysan de Loire-Atlantique.

Dans ce dernier ouvrage, il nous invite à découvrir quinze personnalités qui ont marqué l'histoire de ce département. On y trouve les pionniers des années 1930, farouchement catholiques et corporatistes : citons Henri Robichon, coopérateur, qui des années trente à son récent décès (en 2001), voua une admi-

ration sans faille au Maréchal Pétain, le seul selon lui à avoir réellement compris les paysans... et à en avoir repris les idées.

Après la seconde guerre mondiale, la nouvelle génération reprend le flambeau dans une France qui entend rompre avec la « parenthèse » de la Révolution nationale. Cette nouvelle génération, ancrée politiquement à droite et toute aussi chrétienne que la précédente, entend défendre encore et toujours l'unité de la corporation au sein de la toute jeune Fédération nationale des syndicats d'exploitation agricole. Comme le dit son premier président départemental Albert Boucher : « La Libération a brisé la corporation qui était une organisation satisfaisante aux yeux des paysans. Aussi, il a fallu reconstruire. Cette reconstruction n'a été dans les faits qu'une adaptation de l'organisation à la nouvelle législation. Huit fois sur dix, les paysans ont choisi comme représentants les mêmes hommes qu'avant-guerre ou pendant la corporation ». Mais au sein de cette FDSEA de Loire-Atlantique émergent quelques personnalités formées au sein de la JAC qui vont jouer un rôle prépondérant dans l'affirmation d'un courant de gauche au sein du syndicalisme agricole national : Bernard Lambert et Bernard Thareau sont les figures de proue de cette génération, le premier quittant le MRP pour finir au PSU, le second fut membre du PS et député européen. Un rôle important certes mais non dénué d'ambiguïté comme le dit Pierre Pineau : « Nous pensions révolutionner le monde. Nous avons été happés par le système. Nous voulions porter témoignage... pour cela il fallait être irréprochables au plan professionnel. Puis c'est l'engrenage, cela devient : témoin = mieux réussir que les autres... puis c'est devenu parfois dominer les autres, avoir la plus grande surface, écraser les autres, cumuler les responsabilités ».

Vous l'aurez compris, l'intérêt de cet ouvrage ne réside pas simplement dans la lecture de quinze itinéraires singuliers. Ce livre est surtout une façon d'appréhender une histoire plus large, celle du syndicalisme paysan dans un département où l'opposition entre « rouges » et « blancs », villes et campagnes continuent encore aujourd'hui à marquer la vie politique.

Le syndicalisme agricole

LA SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS naît en 1867 de la volonté de propriétaires fonciers conservateurs, de la droite catholique. Pour lui faire face, Gambetta crée, en 1880, la société nationale d'encouragement à l'agriculture, proche de la gauche radicale et anticléricale. Mais, fait remarquable, ces deux formations ne s'opposent que sur le terrain idéologique dans la mesure où elles sont liées aux deux grandes tendances politiques de l'époque; mais sur la question agricole, elles ont la même politique: défense des prix par le protectionnisme, les mêmes actions: syndicats locaux, coopératives, mutuelles. Tant et si bien qu'après la première guerre mondiale elles fusionnent dans la Confédération nationale des associations agricoles, et ce, jusqu'au Front populaire. Malgré tout, le rôle de cette confédération est très limité et décline d'année en année. Ce sont les événements débouchant sur le Front populaire qui entraînent une nouvelle division syndicale entre «les rouges et les blancs». D'un côté la naissance de la confédération générale des paysans travailleurs (CGPT) et de l'autre le Parti agraire et les chemises vertes.

En décembre 1941, sous le régime pétainiste, pendant l'occupation, naît la corporation paysanne dont les chefs sont les leaders de l'ex parti agraire. Nous sommes alors en plein renouveau d'une idéologie agrarienne fasciste et de mise en avant des soi-disant «valeurs campagnardes». À la libération, la Corporation paysanne est naturellement dissoute. Mais deux années plus tard, chassée par la fenêtre elle rentre triomphalement par la porte à la faveur des élections syndicales que ses leaders remportent en 1946 sous diverses appellations.

LA FNSEA

L'éphémère CGA (confédération générale de l'agriculture) mise sur pieds par la gauche issue de la Résistance disparaît en laissant la place à l'une de ses composantes représentant les gros céréaliers qui, alliée avec une partie des leaders de la corporation paysanne, fonde la FNSEA en mars 1946. Une FNSEA qui pèsera très lourd dans la politique française tout au long des années cinquante (En 1951, 27 députés en sont membres!). Les grandes manifestations agricoles de 1953 sont pourtant organisées par des dissidents (création du comité de Guéret regroupant 17 fédérations du Centre, en résistance passive) qui, la plupart du temps, restent à la FNSEA, mais sont d'abord actifs au sein du CNJA: issus pour beaucoup de la jeunesse agricole chrétienne, ils représentent des jeunes agricul-

teurs en voie de modernisation qui veulent accéder aux mêmes avantages que les pontes céréaliers et betteraviers de la FNSEA. Une génération qui va parvenir assez vite aux commandes du syndicat paysan, sans pour autant éliminer leurs prédécesseurs, et sur laquelle le premier ministre de De Gaulle, Miche Debré, va s'appuyer pour mener à bien la modernisation de l'agriculture inscrite dans la loi de 1960 et dont l'objectif est d'accepter la diminution de la population agricole pour la revaloriser et obtenir (pour ceux qui restent) la parité des revenus avec les autres catégories socio-professionnelles.

La FNSEA est un syndicat vertical étroitement, imbriqué dans l'appareil d'État, associé à toutes les grandes décisions concernant la politique agricole. Elle sera le relais indispensable pour faire accepter les lois du marché commun, puis celles issues des accords de Maastricht. Elle contrôle toute une série de structures (Chambres d'agriculture, coopératives, mutuelles) et en tire un gros profit financier. Car ce ne sont évidemment pas les cotisations volontaires de ses adhérents qui le font vivre: au meilleur de sa forme elle a revendiqué 600 000 adhérents, mais rares sont ceux qui payent une maigre cotisation. En revanche, elle perçoit la taxe de coresponsabilité sur tout litre de lait vendu, tandis que des «cotisations syndicales» sont prélevées sur les produits commercialisés.

LE MODEF

Le mouvement d'organisations de défense des exploitations familiales fut créé en 1959 avec l'aide du «milliardaire rouge» Doumenc, mais n'obtient le statut d'organisation syndicale qu'en 1971, après avoir eu 23 % des voix aux élections aux Chambres d'agriculture en 1970. Implanté dans des régions de petites exploitations familiales (Sud-Ouest et Centre) il était largement contrôlé par le PC. Son influence n'a fait que décliner depuis la fin des années 80.

LA FFA

La fédération française de l'agriculture fut créée en 1969 par des rapatriés d'Algérie. Souvent d'extrême droite, teintée de poujadisme contestataire. Elle défendait les positions de la FNSEA d'avant 1960, c'est-à-dire idéologiquement proche des «chemises vertes» et défendant d'abord les «très gros» derrière un vocabulaire populiste.

Il faut signaler que beaucoup de membres et d'animateurs de la nouvelle **coordination rurale** sont issus de ces deux organisations

déclinantes (FFA et Modéf). Une coordination rurale aux contours assez flous, différente d'un endroit à l'autre, pas vraiment organisation syndicale, mais cristallisant des mécontentements dans toutes les composantes du monde paysan.

LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE

Elle est née de la fusion, en 1987, de la confédération nationale des syndicats de travailleurs paysans (CNSTP), de la Fédération nationale des syndicats de paysans (FNSP), créée par les socialistes au lendemain de la victoire de Mitterrand, et de quelques groupes régionaux indépendants et contestataires. La CNSTP était elle-même issue du mouvement de paysans travailleurs qui représentait l'aile gauche du CNJA et qui fut battue au congrès de 1970. Un mouvement qui, profitant de l'espace créé par les événements de 1968, fut un véritable laboratoire de remise en cause des analyses traditionnelles sur la question agraire. Il introduisait la notion de lutte des classes, démontrant ainsi que le monde agricole n'était pas UN mais était traversé par des intérêts antagonistes. Il démontrait que la notion de propriété privée n'avait plus de sens, autre que mercantile: il se prononçait pour des baux de carrière, c'est-à-dire pour, qu'après la retraite, l'exploitation soit reprise par un jeune cherchant à s'installer, et ne devienne pas un simple objet de spéculation destiné à agrandir et à enrichir les plus gros. Il dénonçait le monopole syndical de la FNSEA et remplaçait la question paysanne dans son contexte mondial et au sein de la question sociale. Enfin, il affirmait avec force et justesse que la petite paysannerie était bien plus rentable que la grosse agriculture productiviste subventionnée par Bruxelles.

Hélas, la fusion avec l'organisation socialiste, les sirènes mitterrandiennes, et les dynamiques d'intégrations inhérentes à l'action syndicale eurent en partie raison de cet esprit contestataire. Même si, à l'heure actuelle, la confédération paysanne est partie prenante des mouvements antimondialisation, même si elle a, en son sein, un potentiel encore existant de contestation et qu'elle défend encore vigoureusement l'idée que le monde paysan n'est pas homogène, même si elle a servi de support à la lutte anti OGM, la pesanteur intégrationniste lui interdit d'aller plus loin et, à partir de là, de faire œuvre novatrice quant à la recherche des causes de ce qu'elle combat, comme cela fut le cas du mouvement paysans-travailleurs.

JPD ★

La Confédération paysanne, une CFDT rurale?

Si l'on ne peut pas porter un jugement définitif sur la Confédération paysanne à partir d'un exemple isolé, il faut néanmoins tenir compte du cas de la Loire Atlantique qui ne se rapproche pas du syndicalisme d'action directe mais bien d'une gestion social-démocrate et légaliste...

UN SYNDICAT MAJORITAIRE EN LOIRE-ATLANTIQUE

LA CONFÉDÉRATION PAYSANNE s'est constituée en Loire-Atlantique au milieu des années 90 de l'unification de la FDSEA¹ 44 et du syndicat Travailleurs-Paysans². La FDSEA, avec des positions proches du PS, était oppositionnelle depuis 30 ans à la ligne majoritaire de la FNSEA. Disposant de la majorité relative dans le département, la FDSEA 44 participe de longue date à l'administration de la Chambre d'Agriculture: en clair elle cogère avec une institution étatique (la DDAF: direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt) un certain nombre de commissions qui fixent les règles d'installation, de fonctionnement et de retraite des paysans. Aujourd'hui la Confédération Paysanne 44 participe à l'application des mesures gouvernementales et revendique certains aménagements départementaux. Pour apprécier la réalité de son action, il faut comparer les déclarations et les conséquences réelles des décisions prises, tout en différenciant les dirigeants et la base...

Par exemple en Loire-Atlantique, où la filière «Lait» regroupe 40 % de la profession, la Conf' oriente la répartition des droits de production³ pour favoriser l'installation de jeunes et la consolidation des exploitations des petits producteurs, à l'opposé de la politique de la FNSEA dans les autres départements qui oriente les quotas vers les plus gros. Cette gestion de la Conf' semblerait plutôt positive. Elle va apparemment contre la logique de la concentration capitaliste qui transforme depuis longtemps les paysans de plus en plus en chefs d'entreprise qui auraient éliminé tous les autres en accaparant les terres et les droits de production. Pourtant cette politique de la Conf' 44 ne remet pas en cause fondamentalement la logique du marché. Elle se contente de l'aménager. En effet, le «jeune» qui installe un atelier lait, ou la petite exploitation qui reçoit des droits de production supplémentaires, peuvent théoriquement augmenter leurs revenus en produisant plus et ainsi s'adapter à la logique productiviste qui réduit constamment la marge du producteur... Mais

pour produire plus, l'augmentation de surfaces (en location généralement), les investissements (machines, stocks, engrais, etc.) et les emprunts nécessaires éventuels enchaînent un peu plus l'ancienne catégorie des petits paysans à la logique de l'industrie agroalimentaire et aux banques. Les capitaux qui passent dans ses mains augmentent mais cela n'entraîne pas automatiquement une amélioration des revenus, pour une surcharge de travail qui, elle, est certaine. Et les surfaces supplémentaires sont autant de terres non disponibles à l'installation d'un autre. De fait, cette répartition des quotas tend à «hisser» les petits exploitants à une taille moyenne, acceptable par la logique capitaliste qui veut normaliser sans relâche le tissu productif pour un profit maximum: moins de bras et plus de capitaux investis. On est donc loin d'un développement à échelle humaine, favorisant l'autonomie des producteurs et la maîtrise de leur outil de production! Il est vrai que rien n'est possible si les opérateurs (laiteries, transformateurs, distributeurs et consommateurs) en aval ne sont pas en phase avec cette exigence d'autonomie. Mais alors ce n'est plus une intervention corporatiste ou syndicaliste mais bien un débat politique et une intervention globale qui se posent.

La Conf' 44 prône également une agriculture durable respectueuse de l'environnement, avec le maintien des petites et moyennes exploitations. Ce modèle d'agriculture se confronte à celui de la FNSEA favorisant l'augmentation de taille des exploitations, des productions plus intensives (engrais, machines) et une intégration croissante des paysans à la filière agroalimentaire. Mais cette agriculture durable de la Conf' représente de fait une des options capitalistes qui a aujourd'hui le vent en poupe à Bruxelles... En effet elle correspond à la volonté de Bruxelles de faire jouer aux agriculteurs un autre rôle que la seule production de bouffe: le paysan doit aménager le paysage pour le rendre attrayant aux touristes, touristes qu'il est fortement incité à accueillir «à la ferme»; il doit surveiller et veiller aux pollutions éventuelles, produire «du terroir», maintenant que le Capital a justement tout unifor-

misé pour le rentabiliser... Cette agriculture durable permettrait également de ventiler par d'autres biais les subventions agricoles, remises en cause par le cadre européen ou limitées par l'OMC sous prétexte de libre échange et de non intervention étatique. Les dernières réactions des «consommateurs» - qui semblent accepter moins facilement la bouffe industrielle - sont aussi une incitation à prévenir plutôt que guérir, sous peine de voir les individus s'intéresser à la production de ce qu'ils mangent...

UNE LOGIQUE SOCIAL-DÉMOCRATE

De fait, la Conf' 44 tente d'aménager les conditions de fonctionnement de l'agriculture, fixées à Paris, Bruxelles ou par l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce). Tout en inculquant par tous les moyens aux paysans l'esprit de «chef d'entreprise». Cette représentation de soi sera en effet précieuse quand le modèle *chef d'exploitation-salariés agricoles* aura définitivement remplacé l'agriculture familiale, encore en place dans l'ouest de l'Hexagone et en Bretagne notamment. Inutile de chercher dans la co-gestion de la chambre d'agriculture par la Conf' 44 la traduction de revendications anticapitalistes. Le contraire serait d'ailleurs étonnant, en l'absence d'un mouvement social fort qui seul pourrait stopper la logique du capital qui s'exerce là comme ailleurs.

1. FDSEA: Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, affiliée nationale à la Fédération Nationale: FNSEA. Rappelons qu'entre paysans il y a autant de différences que dans le commerce entre un épicier de quartier et un hypermarché... La FNSEA bien sûr prétend défendre tous les paysans. En fait la FNSEA dominée par les gros producteurs (céréaliers, betteraviers, etc.) gère depuis cinquante ans la transformation de l'agriculture hexagonale avec notamment la disparition de millions d'actifs agricoles, l'intégration de plus en plus poussée de l'agriculture dans la filière agro-industrielle et l'orientation des aides financières et des marchés au bénéfice des plus riches.

2. Travailleurs-Paysans: voir encart ci-contre.

3. les fameux quotas laitiers fixés par département deviennent disponibles - dans le département quand un producteur part à la retraite sans repreneur ou quand une exploitation voit ses droits révisés à la baisse.

Mais par son action d'intermédiaire et de négociatrice entre la paysannerie et l'État, la Conf' 44 accrédite le prétendu fonctionnement démocratique de la société, symbolisé par les commissions paritaires où ses délégués siègent en y défendant officiellement des valeurs de « gauche ». L'action de la Conf' de l'Aveyron a certes permis de soulever la question de l'alimentation. Mais cette question, qui est depuis longtemps mise en avant par de nombreux collectifs et réseaux dans l'indifférence générale, a occupé les médias au moment opportun pour le pouvoir français, quelques mois avant qu'il ne soit confronté au pouvoir US au cours du sommet de l'OMC de Seattle. Les politiciens français pouvaient-ils rêver meilleure justification à leur refus d'importation des viandes hormonées américaines que l'opinion publique française, mobilisée derrière des leaders syndicalistes visant à être reconnus par le pouvoir. La première demande de José Bové en sortant de 15 jours de prison était de rencontrer Chirac et Jospin.

UN FREIN AU MOUVEMENT SOCIAL ?

Il faut bien constater le rôle d'encadrement et de frein joué par le bureau de la Conf' 44 face à des mobilisations ou des actions débordant du strict cadre de la légalité.

Lors d'une mobilisation contre les OGM devant un entrepôt du port de Nantes St-Nazaire, où 200 personnes s'étaient rassemblées, le président de la Conf' 44 s'est empressé de dégager la responsabilité de son syndicat auprès du chef flic présent quand des manifestants ont décidé d'entrer dans les bureaux pour contrôler les bordereaux des livraisons et vérifier leur nature transgénique ou non. Certains manifestants ont eu le plaisir d'une convocation deux mois après cette action. Pour être objectif, il faut rapprocher cette attitude d'un dirigeant de la Conf' 44 avec l'inculpation d'un militant de la base de ce syndicat courant 98, pour avoir participé à la destruction d'une parcelle de maïs transgénique à Campbon. Le bureau avait-il mobilisé le jour du procès pour ne pas renier sa base trop ouvertement ?

Le 8 septembre 99, devant la presse locale invitée pour l'occasion, une quarantaine de paysans et de citoyens ont déposé sans violence à visage découvert devant les caméras dans le restaurant Mac' Do au centre de Nantes quelques sacs de fumier odorant, pour protester contre les inculpations des personnes ayant démonté le Mac Do de Millau. Le restaurant fermé pour la soirée a porté plainte et Dubreuil, vice-président de la Conf'

44 se précipitait dès le lendemain devant les télé locales pour désavouer « cette action commando », « pour réprover ces méthodes » et « ce type de débordement qui dessert la cause des paysans de Millau ». Si ce n'est pas un appel à la répression, c'est au moins un encouragement tacite ! Le bureau de la Conf' 44 condamnerait-il toute initiative qui lui échapperait... ou la déborderait. Pour sa part,



Interception de camion laitier en Loire-Atlantique, en 1972, pour protester contre les primes à la quantité.

il avait appelé quelques jours auparavant à se rassembler à l'autre bout de la ville devant la préfecture, pour interpeller les autorités. Évoquons le passage de 50 syndicalistes paysans indiens en juin 1999 à Nantes. Ce groupe faisait partie d'une caravane de 200 paysans du sud de l'Inde qui a sillonné l'Europe. Leur but : dénoncer les manœuvres des groupes semenciers US qui ruinent l'agriculture traditionnelle de subsistance en imposant les OGM, acculant les familles de paysans à l'exode rural, à la famine ou au suicide. Comme la Confédération Paysanne adhère au même regroupement international — Via Campesina — la Conf' 44 « organisa » l'accueil

LES TRAVAILLEURS-PAYSANS

Il est nécessaire de rappeler brièvement ce qu'a été le syndicat Travaill-eurs-Paysans. La Confédération Nationale des Syndicats de Travaill-eurs Paysans s'est créée en 1981 par le regroupement de différents syndicats locaux ou nationaux, contestataires ou d'extrême-gauche. Ne regroupant guère plus d'un millier d'adhérents à l'échelon national, la section la plus forte regroupait 200 personnes en Loire-Atlantique. Syndicat de classe anti-productiviste, l'idée de base était que la lutte des classes traverse le monde agricole, que tous les agriculteurs n'ont pas les mêmes intérêts. Ce syndicat revendiquait diverses protections contre les lois capitalistes sanctionnant les petites et moyennes exploitations dans lesquelles le paysan n'est ni un « entrepreneur », ni un « patron » mais s'assimile économiquement à un travailleur (il est obligé de produire ce qu'on lui demande à un rythme qu'il ne décide pas, il est soumis au marché et aux trusts. Pourtant tout en étant un travailleur il n'en a pas le seul avantage : le salaire assuré). Une partie importante du CNSTP vient du Mouvement de Paysans Travaill-eurs, lieu d'intenses réflexions et d'initiatives, très perméable aux débats qui traversaient alors l'extrême-gauche pendant les années 70. Ce fut un milieu très ouvert aux luttes sociales (Lip, Larzac...) et politisé dans le bon sens du terme... et autonome, puisque malgré de nombreuses tentatives aucun groupe d'extrême-gauche ne parvint à mettre la main dessus. C'est le seul exemple en France de mouvement syndical ayant mené ouvertement des combats plus globaux : nucléaire, objection, Tiers-Monde, régionalisme, soutien aux luttes ouvrières... Tous les groupes locaux étaient fédérés entre eux et restaient maîtres de leurs décisions, prises à la base.

des syndicalistes indiens sur Nantes. Alors que le journal de la Conf' 44 présente régulièrement des pages entières sur la nécessaire solidarité internationale et la prise de conscience des problèmes, nous avons constaté l'accueil qui fut réservé à 50 personnes venues d'aussi loin pour lutter, qui attendaient probablement autre chose qu'une mobilisation minimale et un repas à la sauvette suivi d'un débat sans traduction correcte dans un square discret. En Ariège les paysans indiens s'étaient vus invités par les syndicalistes paysans du cru à participer à la destruction d'une parcelle de maïs transgénique. Les leaders de la Conf' 44 n'y avaient sûrement pas pensé...

QUELLES PERSPECTIVES ?

Au cours des prochaines années, des remaniements majeurs de la politique agricole européenne s'annoncent sous les coups de boutoir du libéralisme économique et de contraintes mercantiles pures (cf. la fièvre aphteuse en Grande-Bretagne). Comment la Conf' 44 pourra-t-elle concilier sa situation majoritaire d'administrateur de la chambre départementale d'agriculture, de gestionnaire loyal, avec les nécessaires mobilisations futures qui seront seules susceptibles de faire échec à l'avancée de l'agro-business ?

Espérons que ce grand écart impossible ne reviendra pas à poser une muselière syndicale, nationaliste et corporatiste sur les mouvements sociaux qui pourraient apparaître alors.

Gérald - Nantes ★

Luttes pour la terre au Pays Basque

Au Pays Basque Nord, les luttes qui concernent la terre et son avenir jouent un rôle fondamental, la façon d'être à la terre étant un élément essentiel d'un projet de société et de vie. C'est pourquoi l'installation des jeunes sur des terres agricoles sans suite est un des enjeux importants des luttes actuelles.

PARMI ces jeunes qui souhaitent devenir paysans, beaucoup ne sont pas issus du monde agricole. Ce sont des HCF (hors cadre familial)¹, et ils cherchent à s'installer sur des terres qui se libèrent pour y pratiquer une agriculture non productiviste.

Face aux résistances et aux obstacles qu'ils rencontrent, ils ont décidé de s'organiser pour mener à bien leur projet. Celui-ci, loin de ne répondre qu'à leurs intérêts personnels, a une portée qui intéresse toute la collectivité.

Ce texte a été réalisé suite à une entrevue avec six HCF du Pays Basque Nord. Ils présentent là leurs constats, leurs objectifs et leur analyse des réticences culturelles à leur installation. Ils parlent aussi des obstacles institutionnels et politiques qu'ils rencontrent et de la portée sociale et politique de leur action.

LES OBJECTIFS DES HCF

Quand on observe le monde rural aujourd'hui, on a une illustration du processus en œuvre depuis 50 ans de destruction de communautés et de cultures, la rentabilité capitaliste imposant son façonnage des sociétés. Les petits paysans disparaissent². Subsistent des exploitants agricoles, intégrés dans le marché mondial, devenus des entrepreneurs dépendant des prix imposés par des supra-institutions.

Cependant, il y a des gens qui cherchent à s'opposer à cette logique capitaliste, en vivant selon un mode non productiviste, en entretenant des liens sociaux qui ne soient pas de domination entre les personnes et des rapports qui ne soient pas d'exploitation de la nature.

Les HCF au Pays Basque sont de ceux-là. D'origines diverses, ils ont en commun de ne pas pouvoir reprendre l'exploitation familiale et ils désirent s'installer à la terre, pour en vivre et la faire vivre.

Comme le combat contre la disparition des petits paysans rejoint une lutte plus globale au Pays Basque concernant la terre et son avenir, ils se sont regroupés et ont créé l'association *Lur Hatsa* (*Le souffle de la terre*), avec des militant-es d'autres structures (syndicat ELB affilié à la Confédération paysanne, Groupement foncier agricole mutuel, associa-

tion d'aide à la gestion autonome des petites exploitations, association de jeunes paysans, association de producteurs biologiques).

Les objectifs des HCF sont de mettre en œuvre les moyens qui permettraient à tous ceux/celles qui le désirent de s'installer comme paysans sur les terres qui se libèrent. Ils veulent également mettre en pratique des modes de vie et de production qui rompent avec le cercle infernal des emprunts, des investissements, de la compétitivité et qui inversent la logique mortelle du productivisme.

L'ÉTAT DES LIEUX

Au Pays Basque Nord, il y a certes plus d'installations de jeunes paysans qu'ailleurs, mais la situation n'est pas pour autant satisfaisante. En effet, le suivi des exploitations n'est qu'à peine au-dessus de 50 %.

Le premier travail de Lur Hatsa a été d'enquêter sur deux cantons situés en zone de montagne pour recenser les paysans dont les terres sont sans suite et pour discuter avec eux de l'avenir de ces terres. Dans ces zones plus fragilisées que les plaines, 60 % des paysans de plus de 50 ans n'ont pas de repreneurs après la retraite, et ces terres risquent de servir à l'accroissement des propriétés existantes. C'est le cas dans l'hexagone pour plus de 55 % des terres sans suite.

UN COMBAT POUR FAIRE CHANGER LES MENTALITÉS

Parmi les difficultés rencontrées à l'installation des HCF sur des terres sans suite, les plus importantes, on le verra, sont d'ordre économique et financier et sont liées à la politique agricole actuelle; en particulier, le système des primes qui pousse à l'agrandissement et au productivisme, tout en incitant à des productions polluantes, inutiles ou inadaptées. Le principe selon lequel plus on a de terres, plus on a de bêtes, plus on a de primes et celui qui fait que l'hectare de maïs est bien mieux subventionné que l'hectare de prairie, par exemple, sont des freins redoutables à l'installation de nouveaux paysans.

Les HCF se heurtent par ailleurs à des obstacles culturels et idéologiques. La cession d'une exploitation sans suite à une personne perçue comme extérieure, parce qu'étrangère

au monde paysan et quelquefois aussi étrangère au Pays Basque, n'est pas chose aisée à faire accepter. La pratique courante, c'est de laisser la terre à la famille et, sinon, au voisin avec qui se sont créés des équilibres de longue date et à qui est ainsi accordé comme un droit de préemption tacite sur les terres qui se libèrent.

D'autre part, c'est la propriété qui l'emporte partout; le fermage ou la location des terres ont quasiment disparu. Au Pays Basque, la maison et la terre qui l'entoure sont plus qu'un outil de travail. Elles font partie des gens; les gens font partie d'elles. Elles se transmettent de génération en génération. Cet ancrage effectif est si fort que même au sein du syndicat ELB, malgré le slogan « deux petites exploitations valent mieux qu'une grande », les HCF ne trouvent pas toujours d'aide concrète de la part des installés, ne serait-ce que la cession d'un bout de prairie pour s'essayer à la culture des légumes...

POUR UN AUTRE RAPPORT À LA TERRE

Mais justement les conditions changent. L'exploitation ne se transmet plus toujours comme avant, mais se vend. C'est pourquoi les HCF jugent urgent d'envisager aujourd'hui les choses autrement qu'en termes de propriété et d'avoir. Eux ne cherchent pas à posséder des terres; ils veulent simplement vivre de la terre et faire vivre une terre humaine. Ainsi disent-ils: « *Nous sommes tous locataires sur cette terre et il est important que ceux et celles qui ont envie de tirer d'elle de quoi vivre, sans pour autant l'exploiter, puissent le faire. La terre n'appartient pas à des "élus": il n'y a aucune raison que certains, parce qu'ils sont nés là, parce qu'ils ont hérité, parce qu'ils ont cumulé au cours des années, ou parce qu'ils se disent sentimentalement attachés à cette terre, ne s'en détachent pas. Au contraire, si un paysan âgé aime sa ferme, s'il a envie qu'elle lui survive, il faut qu'il la cède à un jeune qui s'y installera et conti-*

1. Les HCF sont désignés « hors cadre familial » parce que, n'étant pas issus du milieu paysan, ils ne peuvent prétendre à la reprise de la ferme familiale.

2. Actuellement en France il n'y a qu'une personne qui s'installe pendant que quatre paysans partent à la retraite.

nuera à la faire vivre. Sinon, elle finira morcelée, disloquée pour agrandir des fermes voisines, ou encore servira de base à une activité touristique».

De plus, les rapports villes/campagnes changent eux aussi et obligent à se poser les questions autrement. On constate aujourd'hui un mouvement des villes vers les campagnes; simultanément, les campagnes se vident de leurs paysans à une vitesse qui s'accélère. Aussi est-il important de conjuguer les deux phénomènes et de donner dès aujourd'hui des réponses à ceux qui viennent demander de la terre.

LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES POUR L'INSTALLATION

S'il y a des résistances culturelles et idéologiques à la cession des terres à des jeunes extérieurs au monde paysan et au Pays, les obstacles les plus sérieux sont liés aux institutions et aux choix de la politique agricole. L'État et ses institutions prétendent promouvoir et faciliter l'installation de jeunes sur des exploitations sans suite. Il existe des plans gouvernementaux, des financements importants pour cela. Mais la réalité est bien différente, car dans les faits les structures officielles freinent; et l'argent public sert essentiellement à faire vivre ces structures administratives. Par exemple, une partie des financements de l'ADASEA, Association départementale pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles, censée s'occuper de la question de l'installation des jeunes à la terre, a été employée à un simple travail d'enquête destiné à répertorier les terres libérables ainsi qu'à l'organisation en grandes pompes de journées avec des élus et les gros syndicats de la FNSEA-CDJA; et une autre partie ira en aides aux gens qui céderont leur exploitation à un éventuel repreneur. Mais le problème est que ces terres seront cédées de préférence à quelqu'un qui cherche à s'agrandir. D'autre part, rien n'est

prévu pour résoudre les problèmes spécifiques aux HCF, qui partent de rien, n'ont ni expérience agricole, ni terre, ni statut, et qui sont évidemment les plus à même de définir ce dont ils auraient besoin.

Il est clair que, malgré les grandes déclarations officielles, il n'y a aucune politique réelle en faveur de l'installation de nouveaux paysans³. Bien au contraire, l'objectif des organismes officiels et des syndicats de la FNSEA, est de «restructurer», c'est-à-dire de promouvoir l'agrandissement d'exploitations jugées trop petites. Ils travaillent ainsi à l'extension des exploitations et à leur concentration dans de moins en moins de mains.

Le projet des HCF va à l'encontre des grandes tendances de la politique agricole. Des paysans font la preuve tous les jours au Pays Basque qu'ils peuvent vivre correctement avec 6 ou 7 hectares. Et les HCF, opposés à l'extension et à la concentration des exploitations agricoles, veulent montrer que les petites exploitations sont viables et peuvent faire vivre plus de gens que de grosses exploitations. Ils mettent en avant l'utilisation de techniques peu coûteuses, la diversification de la production, la réimplantation de variétés légumières ou fruitières traditionnelles, un autre mode de travail. Plutôt que de tenter de produire le plus possible pour alimenter les grosses coopératives qui achètent à bas prix et transforment industriellement les produits, ils préfèrent viser la qualité, transformer selon le mode artisanal, mettre en place des réseaux de distribution hors grands circuits.

PORTÉE SOCIALE DE LA LUTTE DES HCF

Les HCF participent d'un combat plus général pour que chacun-e ait sa place dans une société plus solidaire. Ils cherchent à ce que des relations de lutte et de solidarité se tissent avec des gens des villes en mouvement; ils refusent de s'enfermer et de fonctionner de façon sectorielle, entre paysans seule-

ment. En particulier, ils font le lien entre leur lutte et celle des chômeurs et des précaires, parce qu'eux-mêmes sont écartés du système productif dominant. De plus, ils sont, comme 30 à 40 % de jeunes au Pays Basque "hors normes" qui se sont installés sans la dotation jeunes agriculteurs (DJA, qui permet aussi par la suite de toucher des aides publiques), écartés de tout système d'aides. En agriculture aussi, deux sociétés se mettent en place, entre lesquelles un abîme est en train de se creuser: d'une part des gens qui sont dans la norme, qui sont aidés et qui capitalisent de plus en plus; d'autre part des gens qui essaient de s'en sortir autrement, avec leurs petits moyens, et qui risquent de se retrouver à un moment donné à la rue.

Or, il est important d'inventer des espaces qui ne soient ni le productivisme ni la précarité et qui préparent une nouvelle société.

Un autre axe de lutte du collectif des HCF est de poser des questions plus générales sur l'avenir de la terre et de la petite paysannerie au Pays Basque et partout dans le monde, de susciter des prises de conscience et de solidarité.

Les HCF ne sont pas guidés par une logique de compétitivité ni de création d'entreprise. Certes, n'ayant rien et ne voulant pas dépendre d'un patron, ils visent, par leur démarche, à construire leur outil de travail. Mais au-delà, leurs préoccupations sont collectives, solidaires, porteuses d'un projet de société qui touche à l'environnement, à la qualité de la vie, aux rapports sociaux, à la propriété et au rôle du travail. «Notre démarche, disent-ils, est à la fois politique, économique, sociale, personnelle; c'est un tout».

Christine, Pays Basque ★
(Extraits d'un article paru dans CA - mars et avril 1999)

3. L'installation des jeunes sur des terres agricoles a subi un sérieux coup d'arrêt en 1998. En 1997, 9113 installations aidées au niveau hexagonal; en 1998, 8000 seulement; soit une chute de 11 % en un an; chute qui s'est poursuivie depuis.



Pour l'installation de paysan-nes, contre l'extension des exploitations

Une lutte qui s'est menée il y a deux ans au Pays Basque illustre bien les deux politiques qui s'affrontent lorsque des terres agricoles n'ont pas de repreneurs: d'une part ceux qui pèsent pour agrandir les exploitations déjà existantes, de l'autre ceux qui privilégient l'installation de nouveaux paysans.

MALGRÉ leurs beaux discours de principe, quand arrive le moment de distribuer des terres qui se libèrent, les syndicats FNSEA et CDJA, ainsi que les responsables politiques

et économiques qui leur sont liés et qui siègent à la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural)¹ optent pour l'agrandissement des exploitations existantes

au détriment de l'installation de nouveaux paysan-nes. Les décisions du comité technique de la SAFER s'appuient et même se fondent sur les propositions des commissions

cantonales des représentants FDSEA-CDJA. En effet, le syndicat ELB (lié à la Confédération paysanne), alors qu'il est majoritaire au Pays Basque, n'a pas de délégué à la SAFER.

DEUX PROJETS D'INSTALLATION POUR TROIS NOUVEAUX PAYSAN-NES

C'est dans ce contexte que s'est déroulée une lutte pour installer trois jeunes, hors cadre familial, sur des terres du Pays Basque intérieur rachetées par la SAFER.

Le premier projet d'installation concernait deux jeunes qui avaient fait acte de candidature pour travailler en GAEC avec deux autres paysans sur une terre de 25 ha, proposée en location pour 6 ans. Sans même étudier les dossiers de ces deux jeunes, dont les projets étaient pourtant jugés viables par le centre de gestion qui les avait contrôlés, le comité technique de la SAFER les avait écartés, prétextant trop précaire et trop risquée (!) une location de 6 ans.

Le deuxième projet d'installation était celui d'une jeune femme ayant l'intention de faire un élevage biologique de chèvres avec fabrication de fromage. Elle était soutenue par le GFA (Groupement foncier agricole mutuel)² qui s'était engagé à acheter la terre, 12 hectares attenants à une maison et à des bâtiments. Le comité technique de la SAFER a exigé d'elle moult garanties (qu'elle bénéficie de la dotation d'installation jeune agriculteur, de références de la banque, etc.) prouvant la viabilité de son projet. Tout était en règle. Mais c'est alors que d'autres agricultrices voisines de ces terres se sont manifestées, conseillées par les techniciens de la commission cantonale de la SAFER, pour présenter à leur tour des dossiers, hors délais, dans l'espoir de récupérer chacune quelques hectares afin d'étendre leurs exploitations respectives. Le maire de leur village montait aussi au créneau pour les soutenir haut et fort dans leur démarche; il expliquait que deux à trois hectares de plus les aideraient à mieux vivre, et que la maison serait rachetée par un couple du village voisin dont les deux enfants renforceraient les effectifs de l'école menacée de fermeture (en se gardant bien de signaler que ça ferait deux enfants de moins pour l'école qu'ils quitteraient...). Quant à la FDSEA, par la voix d'un responsable local, elle prônait elle aussi l'agrandissement avec un argument qui ne fait que révéler, tout en la cautionnant, la stratégie des pouvoirs publics qui, par le système des primes, poussent à l'extension et au productivisme: «*On est de plus en plus dépendant des primes qui, elles, sont de plus en plus liées aux surfaces*».

Le comité technique de la SAFER décidait évidemment de satisfaire les agricultrices prétendant à l'agrandissement, soulevant un tollé général chez les partisans de l'installation. Pour créer un rapport de force face au

conseil d'administration de la SAFER qui devait se prononcer, il fallut organiser mobilisations, rassemblement devant les locaux de la SAFER, fêtes de solidarité avec les candidat-es à l'installation. Ce fut un succès, le combat contre la disparition des petits paysan-nés n'étant pas porté seulement par ceux-celles qui sont directement liés à ce métier, mais étant relayé et prolongé par l'action solidaire d'autres couches sociales qui se sentent-elles aussi concernées par l'enjeu primordial que représentent l'occupation et l'utilisation des terres³.

MAGOUILLES DE LA SAFER

Le jeu de la SAFER était clairement dénoncé. S'appuyant sur une commission cantonale FDSEA, elle avait fait tout son possible pour écarter la candidate à l'installation: comme elle ne pouvait pas s'appuyer sur des arguments économiques, le projet d'installation étant viable, sa parade pour le refuser avait été de faire se présenter des candidates à l'agrandissement sur la même terre. La position de son comité technique était d'autant plus inacceptable que la moitié des terres de l'exploitation libérée avait déjà été vendue à des paysans voisins et avait donc servi à l'agrandissement. De plus, la situation actuelle de celles qui se portaient candidates à l'agrandissement était nettement plus favorable que la moyenne de la région, tant en structure d'exploitation, qu'en importance de cheptel et en surface: leurs exploitations dépassaient déjà le seuil de deux fois la surface minimale d'installation, fixée à 16 ha dans cette zone de montagne, et nécessiteraient une autorisation d'agrandissement.

La stratégie de la SAFER et des gros syndicats agricoles est de ne pas laisser s'installer des jeunes et encore moins ceux et celles qui ne sont pas enfants d'agriculteurs, s'appuyant sur le préjugé que l'agriculture appartient aux agriculteurs et sur l'idée que «*moins on sera de paysans, mieux on sera, car on pourra s'agrandir*».

LA SAFER OPTÉ POUR L'ATERMOIEMENT

Deux semaines plus tard, le conseil d'administration de la SAFER rendait publiques ses décisions: en ce qui concernait le premier projet, il entérinait la décision du comité technique en refusant l'installation des deux jeunes sur les 25 ha loués, préférant donc que ces terres aillent grossir les exploitations voisines.

Pour le second projet, qualifiant la mobilisation populaire suscitée par la décision de son comité technique de «*pression médiatique trop importante pour un débat serein*», il différerait d'un mois sa réponse. Cependant, il exigeait de reprendre toute la procédure à zéro et obligeait ainsi à procéder à un nouvel

appel à candidatures; ce qui effaçait l'irrégularité des dossiers déposés hors délais par les agricultrices qui voulaient agrandir leur exploitation. Pour tenter d'amadouer ELB, il proposait aussi d'élargir à tous les syndicats agricoles le comité technique Pays Basque. La SAFER se montrait manœuvrière. Elle ne voulait pas reculer sur tout ni donner le sentiment qu'elle prenait des décisions sous la pression des manifestations. Mais elle ne voulait pas paraître non plus trop provocatrice en refusant d'un seul coup trois installations de jeunes, alors qu'elle-même, dans les discours officiels, prétend vouloir promouvoir et faciliter l'installation de nouveaux paysans et qu'elle sait que ce discours est perçu favorablement. Elle essayait donc de diviser, de traiter contradictoirement les deux affaires, opposant un non définitif aux uns et alimentant les espoirs pour l'autre, en retardant les échéances. Enfin, en différant sa réponse et en remettant tout à zéro, elle espérait décourager la candidate, désamorcer la colère et démobiliser.

Cependant, plus de 900 personnes avaient déjà participé collectivement au projet d'installation de la future chevrrière en achetant des parts de terre par le biais du GFA, et plusieurs centaines s'étaient manifestées pour la soutenir. De plus, les autorités savaient que la mobilisation était prête à reprendre: la façon d'être à la terre est un point extrêmement sensible au Pays Basque, un élément essentiel du projet de société et de vie.

C'est pourquoi la SAFER a fini par céder, sur un des trois cas, et accepter l'installation de la jeune agricultrice.

Pays Basque ★

1. La SAFER est un organisme public qui achète les exploitations en vente et les rétrocède en publiant les lots de parcelles qu'elle détient. Les acheteur-ses candidat-es sont évalué-es à plusieurs niveaux: au niveau cantonal, par la commission cantonale de la FDSEA; au niveau du comité technique (au Pays Basque, il est composé de 10 représentants, du département et des diverses instances liées à l'agriculture: Chambre d'agriculture, Crédit agricole, CDJA, association des élus, Mutualité sociale agricole, etc.); et enfin du conseil d'administration, dont la composition est assez floue, mais où siège un représentant du comité technique.

2. Le GFA-M, Groupement foncier agricole mutuel a été créé en 1979 au Pays Basque Nord. Il fait appel à l'épargne populaire pour favoriser l'installation de jeunes agriculteur-rices en achetant pour eux-elles le foncier et en le leur louant sous forme de bail à long terme. En 20 ans, 10 opérations ont été menées, avec 1500 porteur-ses de parts, qui ont permis d'installer ou de maintenir 15 paysan-nés.

3. Dans le canton concerné par les trois projets d'installation, le nombre d'exploitants agricoles a baissé de 5,8 % de 1990 à 1999 (INSEE); ce qui représente 252 paysans en moins!

Une réappropriation des moyens de production (pour ruraliser la ville?)

Occupation de terres périurbaines

Dans le collectif « Bajo el Asfalto esta la Huerta » (BAH, « sous les pavés, le jardin ») nous construisons notre projet autour du concept de territoire comme voie d'accès aux autres secteurs du monde où nous vivons. De nos jours, alors que la plupart des processus les plus significatifs du « village global » se caractérisent par son immatérialité, comme l'économie financière, par exemple, il devient nécessaire d'avoir un point d'appui concret pour pouvoir agir. C'est le sol même, l'aménagement du territoire, qui vont nous permettre de déconstruire plusieurs des grands mensonges grâce auxquelles cette société aberrante continue de fonctionner. Dans cette optique, nous essayerons de nous approcher de quelques caractéristiques du monde qui nous entoure, ce qui nous aidera à contextualiser notre projet: une coopérative unitaire de production et consommation de légumes bios sur des terrains occupés à Madrid.

NOUS AVONS BESOIN DE MANGER (PRESQUE) TOUS LES JOURS

DANS LES ANNÉES 60, la Banque Mondiale a impulsé la « révolution verte », qui devait sauver le monde de la faim. Il s'agissait d'encourager une agriculture intensive dédiée à la monoculture d'exportation, avec une importante consommation de pétrole, de produits agricoles toxiques (pesticides, fertilisants synthétiques...) et de semences hybrides à haut rendement. Dans la pratique, cela suppose une exploitation agricole capitaliste sur de grands territoires, avec un terrible coût écologique et social. Dans le monde entier, des millions de personnes sont obligées d'abandonner leurs économies de subsistance pour aller à la ville ou travailler misérablement dans les exploitations capitalistes agraires ou minières. C'est à cette époque qu'a explosé la dette extérieure des pays non industrialisés qui ont emprunté pour transformer les infrastructures de production, vers la mondialisation.

Par la suite, et jusqu'à aujourd'hui, la situation n'a fait qu'empirer. Ce modèle agricole a des conséquences directes de déforestation et de désertification très dangereuses, et des conséquences indirectes: perte de biodiversité, épuisement et contamination des sources et infrastructures d'eau, d'énergie et de transport...

Les derniers progrès en biotechnologies appliquées ont compliqué la situation, en utilisant quelque chose de très dangereux que l'on ne connaît pas et que l'on ne contrôle pas. Avec les fusions successives des multinationales des secteurs chimico-pharmaco-agro-alimentaires, toute la chaîne alimentaire d'au moins 50 % des citadins de la planète se trouve entre

les mains de 15 entreprises. Pour juger de l'importance du conflit dans le secteur, on observera comment, au sein de l'OMC, avant l'échec des négociations de l'Accord Multilatéral d'Investissement (AMI), les points les plus importants à traiter étaient la biotechnologie et le marché agroalimentaire. Une des causes de l'échec du sommet de Seattle était la résistance de l'Union Européenne face aux États-Unis pour empêcher une plus grande libéralisation du marché, en gardant quelques protections économiques, écologiques, sociales, territoriales et sanitaires.

On doit considérer également que les moyens de production agricole sont de moins en moins accessibles: les graines autochtones, sélectionnées depuis plusieurs siècles et adaptées à chaque écosystème local, sont de plus en plus difficiles à trouver. De plus on essaye d'interdire les semences non brevetées pour forcer l'achat des semences des multinationales. Les semences que l'on trouve partout sont des semences hybrides qui offrent une grande production, mais seulement si on y ajoute de grandes quantités d'eau et de produits chimiques car ces semences ne sont pas adaptées au milieu. Ce modèle n'est viable que pour les grandes exploitations capitalistes et reste très nocif pour l'environnement.

D'autre part, bien que les campagnes se désertifient, la terre est de plus en plus difficile d'accès. Avec la transformation des moyens de production, aujourd'hui, un seul agriculteur cultive ce que cultivaient 200 hier. En plus, ils défrichent beaucoup de terre pour toucher des subventions sans toujours récolter la production; et la prolifération des résidences secondaires et du tourisme vert catapulte les prix du foncier et entrave l'installation de nouveaux et nouvelles agricultrices dans les villages. Enfin, la politique hypocrite des parcs naturels protégés, consis-

tant en l'installation de clôtures et l'encasement de bénéfices, permet aux États de ne pas chercher des formes d'installation humaines réellement durables.

ILS NOUS EMPRISONNENT DANS LA CONSOMMATION

Ils disent qu'ils nous ont emmené dans les villes pour travailler mais aussi ils veulent aussi que nous y consommions ce que le marché nous offre, et non ce que nous pouvons produire nous-mêmes. Dans les villes modernes, on a oublié comment on peut vivre sans le travail salarié, et il est très difficile d'accéder aux moyens de production quand tu n'as rien. C'est pour cela que nous sommes obligés de subvenir à nos besoins dans le marché, en échange d'argent.

Peu importe que nous travaillions ou pas. Ils arrivent à tirer des profits de tous les actes de nos vies: regarder la télévision, faire un tour dans la rue ou se soumettre à un programme gratuit de désintoxication générera de grands profits pour quelques-unes. C'est pour cela qu'ils se permettent d'entretenir beaucoup de gens qui ne produisent rien directement. Ils veulent seulement que nous couvriions nos besoins dans le marché. Quelqu'un le paiera. Comme nous l'avons dit, ils ont d'abord fait en sorte que nous ne sachions pas (ou pensions que nous ne pouvons pas) travailler pour nous-mêmes. Malgré tout nous le faisons. Il faut introduire les produits dans le Marché et les convertir en argent. Sinon les propriétaires de l'argent ne gagneraient rien. Ils ont également réussi à faire de la rue un lieu mort et anonyme de manière à nous envoyer consommer dans les parcs thématiques et les centres commerciaux. Les centres villes sont beaux en photo mais ils ont perdu les traits identitaires de chaque ville. Les rues

sont pleines de fumée et de bruit, totalement vouées aux voitures. Et les gens vont se socialiser dans les centres commerciaux où il est possible de participer à l'anonymat en appartenant à la grande masse qui consomme du loisir ou autre chose. Les petits commerces de quartier disparaissent et tout le territoire urbain se modifie de manière subjective pour qu'ils ne restent que les voies menant aux lieux de travail et aux centres commerciaux et, pour les riches, jusqu'à la campagne pour faire du sport et visiter les villages conservés le week-end (ethno-tourisme).

LA GLOBALISATION ÉCONOMIQUE A UNE BASE TERRITORIALE

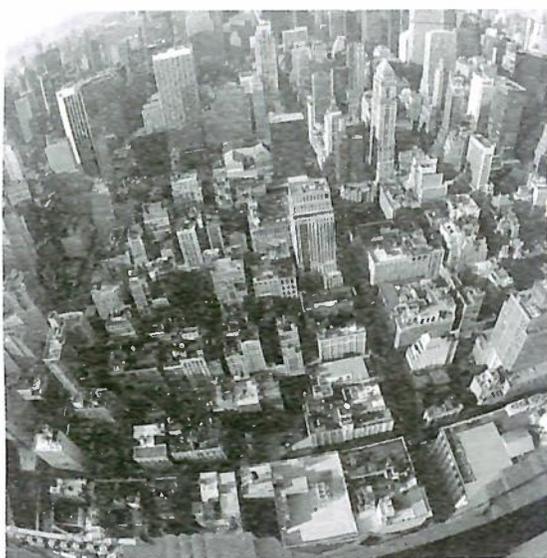
Aujourd'hui, le volume du capital financier qui circule et plus important que celui du capital productif. Le capital financier est pratiquement virtuel: ce sont des sommes d'argent qui voyagent instantanément d'un ordinateur à un autre situé à des milliers de kilomètres, et qui peuvent ruiner des pays entiers. C'est tout cet argent qui se déplace dans les bourses de valeurs et qui produit du profit en achetant et vendant des parts d'entreprises, sans avoir de relation directe avec des entreprises qui produisent. Mais cela a de graves conséquences sur le monde réel car, au final, ces mouvements d'argent décident de la vie de personnes et de tous les êtres vivants de notre planète. Toute la production, et avec elle, les conditions de vie des êtres humains sont subordonnées à ces mouvements spéculatifs et ils ont peu à voir, depuis quelques siècles déjà, avec les conditions matérielles sur lesquels ils reposent.

Le développement technologique et l'usage massif de combustibles fossiles ont transformé la totalité des écosystèmes terrestres par leur exploitation sans avoir d'autres critères que les possibilités techniques et les lois du marché. Les écosystèmes se sont «humanisés», mais plus de 50 % de la population mondiale habite aujourd'hui dans des écosystèmes artificiels et «humains» comme les villes modernes. Le modèle des installations humaines est aujourd'hui très homogénéisé (les nouveaux quartiers de Singapour, Quito, Rabat, Denver et Madrid se ressemblent fort); et de plus ce modèle ne se préoccupe pas du climat, de la géographie, de la végétation, des matériaux naturels locaux et des traits caractéristiques des populations: les villes deviennent indépendantes du milieu ambiant. On observe un rejet du local pour le global, du matériel pour l'immatériel, le physique pour le spéculatif et par-dessus tout l'écologie pour l'économie.

La nature et quelques cultures indigènes sont régies par des valeurs opposées à l'accumula-

tion de biens et à la propriété privée, et c'est pour cela, qu'il fallut rompre notre dépendance avec la nature et ses valeurs d'auto-reproduction. Il fallut rompre notre lien avec la terre pour la soumettre à nos caprices. C'est pour cela que l'on diabolise la nature et ses «désastres»; elle a été jetée au banc des accusés et on essaye de la tuer en la représentant comme statique, inerte et mesurable. Ceux qui ont le pouvoir veulent nous éloigner de la nature pour pouvoir la dévaster; pour cela ils nous disent que le physique (et avec lui l'espace et le territoire) n'a pas d'importance, il n'existe pas.

Ils réussissent à nous perdre dans le chemin de la modernité, à nous rendre incapable d'imaginer que les choses puissent être différentes, que la vie découle d'une base physique (le territoire) et que cette base est une des clés pour retrouver le bon chemin. Nous



ne sommes pas des illuminés: sans chercher plus loin, dans les années 70, il y eut beaucoup de débats sur le territoire, les villes, le monde rural, les infrastructures, le lien entre l'État espagnol et l'économie mondiale... mais le temps et la nouvelle culture de la pensée unique ont annihilé toutes ces réflexions. Et quand tel ou tel gouvernement de passage présente un nouveau projet de centaines de kilomètres de TGV et autoroutes payés par le «contribuable», ils ont le culot de dire que cela créera des emplois. «Peu importe à quoi cela sert: c'est nécessaire car le marché l'exige. Peu importe les conséquences». C'est comme une décision divine que personne ne débattrait. Sans importance non plus, les plus de 100 nouveaux marais qu'on veut construire pour mener l'eau du nord jusqu'au levant, ni les périphériques et restructurations sauvages qu'on est en train de réaliser dans toutes les grandes villes. Les vallées, les montagnes, les bois, les déserts et aussi les mers deviennent défigurés par les infrastructures qui nourriront les villes, une fois que les habitantes furent spoliées, méprisées, isolées, sabotées (souvent assassinées) et obligées à partir vers les villes pour travailler,

pour «produire» des choses dont ils ne se servaient pas avant.

Tout au long de ce siècle on a détruit les cultures paysannes du monde, qui existaient depuis des milliers d'années en harmonie dynamique avec la Nature. Aujourd'hui les personnes qui travaillent la terre veulent vendre leurs produits, et sont en train de disparaître. Très peu de travailleurs produisent ce qui est indispensable à toutes les sociétés (parce que nous avons besoin de manger tous les jours).

En plus les gens qui habitent aujourd'hui à la campagne dans les pays industrialisés n'ont rien à voir avec la Nature. Ainsi on sème toujours la même chose et de la même manière ici à Denver ou Kinshasa. La campagne des pays industrialisés aujourd'hui est la décharge cachée des villes, d'où on extrait les ressources naturelles pour lesquelles on ne paie pas ou très peu (car la base physique n'existe pas ou du moins elle n'est pas importante).

Tout est parfaitement réglé pour qu'il n'y ait pas, ou qu'il ne se voit pas, un mode de vie différent que la production capitaliste avec le travail salarié, dont la marchandisation de la nature fait partie.

La folie du développement arrive partout et il n'est pas facile de trouver un endroit, un espace physique où commencer de nouveau et d'une autre manière.

Le milieu rural est dévasté par les villes. L'empreinte écologique des villes s'étend sans arrêt, en absorbant les ressources et en crachant les déchets. Les ressources sont absorbées et disparaissent dans le néant, dans les mouvements frénétiques des villes où on ne va

nulle part. Les mouvements et la vitesse qui débordent aussi des cultures pour produire des individus qui génèrent à leur tour des profits, à n'importe quel prix. Les individus produisent du capital qui disparaît dans l'index des bourses de valeurs et ne connaissent ni leur corps, ni leur terre, ni leur histoire.

LA VILLE EST UNE PRISON

Pendant tout ce siècle, nos ancêtres ont abandonné leur région pour venir à la ville. Ils ont changé foncièrement leur forme de vie — leur identité communautaire, leur communauté écologique — pour la sécurité et la commodité de vivre dans une ville avec un travail salarié. Avec l'État providence, tombe le mythe du plein-emploi, mais malgré tout il reste un peu de travail pour toutEs. Aujourd'hui il semble qu'il n'y en a plus, et après l'urbanisation de la population, vient la précarisation. Déjà, la vie en ville n'est pas sûre du tout et disparaissent toutes les perspectives de futur, puisqu'il semble que tout cela deviendra de pire en pire.

Les générations qui sont nées en ville ont grandi dans le rejet de leurs parents, de la vie

rurale et paysanne et elles n'ont pas reçu tout le «savoir» et la culture qu'ont accumulés leurs ancêtres. En plus, elles ne voient pas leur utilité. La possibilité de survivre n'est plus entre leurs mains, mais entre celles des Entreprises Intérimaires, de l'ANPE/ASSEDEC, ce qui approfondit la sensation de précarité et d'inutilité. La culture de la consommation, du visuel, de masse... la destruction des rues comme espace social, les changements dans les formes de production... isolent les individus, nous rendent impotents... l'unique participation possible dans la société urbaine est la consommation.

Les interminables territoires urbanisés qui se relient entre eux en dévorant la Nature, perdent toute référence à l'environnement et en cela empêchent le développement d'identités locales différentes des pauvres idées inculquées par la télé. Parce que réellement il n'y a de différence entre une zone et une autre ni entre les activités qui se font dans chaque lieu. Ce modèle territorial tellement insoutenable déracine et isole les personnes qui restent ainsi vendues au capitalisme. Et le fait qu'il se concentre autant de personnes dans un territoire si petit, comme c'est le cas en ville, oblige un approvisionnement centralisé de ressources. De cette façon le pouvoir est centralisé. Une telle concentration de gens, où la production et la consommation sont à grande échelle, ne permet pas une participation effective de la population. Il faudrait décentraliser la production, la consommation et la gestion de ressources pour décentraliser le pouvoir et permettre une vraie démocratie radicale. Il faudrait retrouver les liens, la relation avec le territoire local pour profiter effectivement et d'une manière durable des ressources locales. Et avec une production et une consommation locales, avec une vie économique autonome, endogène, il arrivera sans doute une renaissance de la vie communautaire et des identités locales.

Mais pour cela il faudrait changer aussi toute la structure du territoire, tant urbain que rural. Toutes les infrastructures de transport, d'eau et d'énergie sont réalisées pour la circulation internationale des marchandises et pour l'organisation capitaliste de l'économie mondiale. Toute la structure interne des villes, au service du transport motorisé dans le triangle «logement-lieu de travail-lieu de consommation», désintègre le social. Toute la structure du réseau global des villes, effectué par le Nouvel Ordre Mondial de la production, concentre la richesse dans quelques endroits et l'extraction de biens dans le reste.

NOUS CHERCHONS ET NOUS CRÉONS DES ALTERNATIVES AUTOGESTIONNAIRES

Nous pensons que, dans ce contexte, une des directions claires que doit prendre notre action est la création de contre-pouvoirs

locaux basés non seulement sur des idées communes mais aussi sur la création de structures économiques et politiques utiles, qui solutionnent de manière autonome et auto-organisée la plupart des besoins des différentes communautés.

Avec le démantèlement déjà effectué de l'État-providence certaines nécessités restent clairement abandonnées par l'État, pendant que d'autres (pensions, éducation, santé...) tendent, plus lentement, à se privatiser. Comme nous ne croyons pas (et nous ne voulons pas) que l'État ou le marché comble ces manques, un bon moyen de se prémunir contre les futurs scénarios de misère et de précarité c'est de construire nos réseaux d'entraide, nos structures de production en marge du marché. Nous pensons aussi qu'aujourd'hui la saturation de l'information, le «brouhaha» médiatique et l'assaut de la pensée unique contre les idéologies doivent nous amener à de nouvelles formes d'agitation et d'union pour l'action qui dépassent la polémique. Passer de «l'anarchisme de contestation théorique» à «l'anarchisme vécu», comme c'était proposé dans le «Projet A» allemand.

Notre proposition est un nouveau pari pour l'autogestion, reprenant toute l'énergie qui s'est déployée dans les années 70-80, ici comme partout en Europe, et en tentant d'appliquer de nouvelles idées à un contexte neuf. Un pari pour l'autogestion comme instrument d'agitation et d'interaction avec de nouveaux objets sociaux, et à la fois, comme une formule d'autodéfense face au capitalisme globalisé. Nous sommes intéressés par des processus locaux de démocratie directe et radicale, qui, s'ils doivent être appliqués de quelque manière à des niveaux plus larges, ne servent à rien sans des processus préliminaires d'expérimentation, d'apprentissage, de développement et de diffusion d'une culture radicalement libertaire. Sans doute, sont nécessaires des initiatives de tous les types et dans tous les milieux, mais nous pensons qu'il faut expérimenter la société où nous voulons vivre dès aujourd'hui, et cette pratique fera évoluer nos idées, nos luttes, en prise avec la réalité.

Arrivés à ce point revenons à la notion de territoire. Si, comme nous l'avons vu, la structure des cités modernes rend impossible la pratique de la démocratie directe, nous devons la transformer, depuis la base, parce que seules les personnes qui vivent en un endroit déterminé savent ce dont ils ont besoin et comment le mettre en place. Comme élément moteur de cette transformation nous avons opté pour la tentative de transformer en premier lieu l'économie locale, étant donné que c'est l'économie qui sert de justification à toutes les politiques. Comme la réalité se met en place de manière agressive, désagréable et incertaine pour la plupart des personnes, nous pensons qu'il est plus facile de trouver de la satisfaction dans

le travail coopératif, la reconstruction du tissu socio-économique local de manière autogestionnaire, que dans la militance classique. Parce que, même si le travail coopératif est financièrement moins avantageux et demande plus d'effort et d'implication personnelle que le salariat, la reconstruction d'une communauté offre bien d'autres choses que nous considérons de grande valeur.

Le travail autogestionnaire dans un monde dominé par le marché capitaliste se soutient avec des sacrifices militants. Et les coopératives de travail normalement soient se développent ou disparaissent, comme on l'a vu tant de fois. Nous voulons que ces initiatives restent autogestionnaires et qu'elles sortent du ghetto militant: qu'elles soient utiles par elles-mêmes.

Qu'y a-t-il de particulier dans l'actualité madrilène qui nous a poussé à essayer de telles choses? Pour commencer, ça nous tentait d'essayer ce dont nous débattions et sur quoi nous écrivions. Après, il y a celui qui depuis trois ans participe à des groupes autogérés de consommateurs, qui élimine les intermédiaires entre les producteurs, fixe avec elle ou lui les prix, les quantités et la qualité de la production et se partage la responsabilité de ce qui sort, s'engageant à une consommation et à des revenus minimums pour les producteurs. Finalement, il y a aussi celui pour qui la nourriture bio commence à avoir une certaine importance, pour qu'il passe plus de temps et d'argent pour se les procurer.

Mais comme vous voyez, ce qui nous pousse reste de l'ordre de la militance — du point de vue des consommateurs. Selon nous ce qui pourrait résoudre le problème, c'est que cette production et sa consommation se développent dans une communauté cohérente, responsable et autonome; unie par des liens sociaux, affectifs et localisés dans un espace précis. La planification et la consommation locales des produits locaux peuvent éliminer le système des prix et les lois de la valeur en général, permettant une organisation de la production qui n'aurait besoin que de libre travail (sans aliénation) et qui serait réalisable de manière écologique. Notre projet veut créer une culture autogestionnaire, visant à ce que les communautés locales s'auto-organisent pour subvenir à leurs besoins à travers des intérêts qui soient humains et écologiques, et non pas mercantiles. Il s'agit de changer les règles de la consommation et de détruire le concept lui-même. Et, pour cela, culture, politique, économie et écologie DOIVENT aller ensemble dans la société que nous voulons.

Nous nous l'imaginons de la façon suivante (cf. encadré ci-contre).

Dani, un membre de «bajo el asfalto está la huerta» ★

Texte parut dans le numéro 27 de Ekintza Zuzena (Bilbao)

UNE COOPÉRATIVE DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION DE LÉGUMES BIOLOGIQUES EN TERRAINS OCCUPÉS

Ce projet, développé par le collectif «Bajo el asfalto esta la huerta» et avec le soutien de beaucoup d'autres gens, prétend créer trois emplois et approvisionner 100 cuisines. En parallèle il dénonce la gestion des ressources naturelles et des espaces protégés dans la communauté de Madrid. Ainsi depuis octobre 1999 nous préparons l'occupation des terres et la création d'une coopérative de production, comme des **Groupes Autogérés de Consommation (GAC)** et une assemblée qui redonne vie et défend l'espace occupé. Depuis janvier nous avons préparé des pépinières dans trois Centres Sociaux Occupés de Madrid — avec l'aide des gens — et nous sommes en train de débattre avec les intéressés de la forme d'organisation de cette coopérative. Le 18 mars nous étions près de 120 personnes à arriver sur les terres et à commencer à les travailler.

PLANIFICATION : Les dimensions de la coopérative se sont planifiées sur la base de trois **unités Annuelles de Travail (UAT)** en fonction des disponibilités de chacunE, par groupe de 5 personnes. À partir de ça on a calculé la production possible par UAT ainsi que le nombre de consommateurs et du même coup ce que doit payer chaque cuisine ou **Unité de Consommation (UC)** pour couvrir les dépenses et procurer au minimum 70 000 pesetas (2 700 F) mensuels à chaque UAT. On a calculé qu'il faudrait cultiver convenablement 1,5-2 Hectares (Ha) pour procurer par semaine à chacune des UC les 5 à 6 kg requis pour optimiser le rendement des structures. À leur tour celles-ci se regrouperaient en 8-9 GAC — localisés de préférence dans les villages ou quartiers proches des cultures.

Les légumes seraient composés de 22 variétés différentes, de toutes saisons, pour que la production dure toute l'année. Sur cette base, chaque UC apporterait 1 000 pts (40 F) par semaine et recevrait en échange un lot correspondant à la division de la récolte totale de la semaine par le nombre d'UC de la coopérative. La confiance et la connaissance du travail réalisé permettent à chacun de se responsabiliser collectivement sur la production. Ainsi il n'y a ni déficits, ni excédents, ni prix, car tout le monde a participé à la planification: quoi, comment et quelle quantité produire.

LES TERRES : Les terres occupées sont sur une parcelle de 190 ha, dans la plaine la plus fertile de la communauté Autonome de Madrid (CAM) qui appartient au Parc Régional du Sud/Est. La partie cultivée est dans une zone de faible valeur écologique, destinée à la réalisation d'activités d'éducation et d'agriculture respectueuses de l'environnement. La parcelle possède de précieuses infrastructures qui se trouvent dans un état d'abandon évident de la part de l'entreprise gestionnaire, «Soluciones para el Medioambiente» (Solutions pour l'environnement) et de la CAM. Comme il a été impossible d'emmener des machines, on a pu cultiver seulement 0,25 ha. Pour cela et pour l'insécurité du projet d'occupation, on a décidé de travailler un terrain de 0,6 ha cède par la Mairie d'un village proche. Il s'agit d'assurer la production et de ne pas soumettre tout le projet à l'incertitude de l'avenir de l'occupation, au moins jusqu'à ce que la structure politico-économique soit bien ancrée et commence à être «utile», pas seulement pour les militants.

LA PRODUCTION : La majeure partie de la production est attendue pour la fin juin 2000. Cependant à la mi-mai, déjà nous mangeons des blettes et des épinards, et les pieds de tomates commencent à fleurir. Comme nous avons cultivé seulement la moitié de ce qui était prévu (quelque 0,8 ha au total), nous n'espérons que la moitié de la production, c'est-à-dire de quoi approvisionner entre 50-60 cuisines, de préférence celles des GAC les plus proches des terrains et ceux qui ont une consommation stable surtout durant l'été quand les gens partent en vacances. Une solution possible serait de créer une coopérative complémentaire qui transformerait l'excédent de l'été en conserves pour l'hiver, saison où la diversité de cultures est réduite.

LA PARTICIPATION : C'est une chose que les porteurs du projet ont énormément recherché depuis le début, par exemple, en faisant en sorte que les consommateurs participent à l'occupation de la ferme, et aussi essayer qu'ils viennent la visiter et prendre connaissance des travaux qui y sont réalisés. À part ça, chaque mois nous faisons une réunion à laquelle participe au moins une représentantE de chaque GAC, où se planifie et se discute tous les aspects de la coopérative. Toutes les semaines se réunit la commission agricole, constituée par tous et toutes les travailleurs fixes et celle et ceux qui veulent donner un coup de mains, la commission prépare en détail ce qui a été prévu par l'assemblée générale. Nous éditons un bulletin mensuel «el berenjenal» qui est distribué à toutes les UC; et tous les dimanches il y a des portes ouvertes, mais n'importe qui peut passer quand il veut, en dehors des appels qui se font ponctuellement quand il faut réaliser quelques travaux d'entretien: semences, récoltes...

ACTIVITÉS SOCIALES : Autre point important qui s'est préparé depuis le début: les activités publiques en relation avec notre utilisation agricole des terres occupées. Ainsi on a préparé un champ expérimental, zone de variétés autochtones pour la reproduction et la sélection de semences, et on est en train de laisser des espaces travaillés pour que des groupes de jeunes ou d'autres puissent expérimenter l'agriculture biologique, pour nous c'était très important. Comme une éducation écologique, nous estimons indispensable de créer des modèles de regroupements humains durables, et de ne pas diriger la protection de l'environnement en l'isolant, en essayant de le congeler dans quelque chose sans futur. Pour cela, avec les GAC et des collectifs d'action sociale et des personnes des alentours de la ferme, nous avons créé «l'assemblée pour l'autogestion de la ferme» avec l'objectif de mettre du contenu aux terrains, d'organiser des activités, d'ouvrir la ferme aux voisins et de défendre l'occupation. Pour le moment, sa première réalisation a été de dénoncer une décharge illégale que l'entreprise propriétaire a tentée de faire sur le terrain de la ferme. Ainsi que deux activités avec les groupes de jeunes filles et garçons du coin.

PERSPECTIVES : Nous n'aurions jamais cru arriver aussi loin, pouvoir manger les fruits de notre travail dans ce champ occupé. Chaque jour qui passe nous affirmons notre position et nous gagnons des appuis dans la région et à Madrid. Pour l'instant, c'est en bonne voie et nous nous répartissons déjà des légumes. Nous avons réuni plus de gens qu'il n'en fallait pour consommer, planifier et évaluer. Nous n'avons pas encore atteint le niveau que nous désirions dans la participation au travail et à la planification de la part des GAC, mais nous espérons que ça s'améliorera en se connaissant mieux.

Un des points faibles est que seul un des GAC est d'un village proche, et les autres sont de Madrid. Mais en tout cas nous avons chaque fois des meilleures relations avec les gens du coin, et nous espérons que pour la saison prochaine se formera dans les environs un nouveau GAC.

Les personnes qui ont porté le projet sont fatiguées et un peu ruinées, comme nos amis, mais la production arrive et avec elle l'argent. Nous sommes très satisfaits et plus bronzés et plus forts qu'avant.

Si quelque chose a été difficile, c'est tous les efforts déployés à préparer et défendre l'occupation. Mais c'était ce que nous voulions faire, et nous nous sommes sentis très entourés même par celles et ceux qui doutaient de la capacité des okup@s (les squateurs/euses du territoire espagnol) à mener à bien un projet autogestionnaire aussi ambitieux. Mais voilà, il semble que nous ayons réussi à dépasser le spectaculaire dans lequel l'action politique du mouvement okup@s a tendance à tomber. Tout du moins nous sommes en chemin. Nous vous tiendrons au courant.

Salut et autogestion!

LE CAPITALISME domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au cours du XX^e siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Tout au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possible, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.

Communistes...

Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échange seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins » : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoirs sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application

concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les Soviets dans la Russie de 1917, la révolte ukrainienne des makhnovistes en 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatrevingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et l'échange pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.



...et libertaires

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les sortes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auraient plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domina-

tion des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations. ★